Serge LAROSE

(1976)

L'exploitation agricole en Haïti

Guide d'étude

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Serge LAROSE

L'EXPLOITATION AGRICOLE EN HAÏTI. Guide d'étude.

Montréal : Centre de recherches caraïbes, Université de Montréal, 1976, 69 pp. Le Centre de recherche caraïbes est dirigé par M. Jean Benoist, médecin et anthropologue.

[Autorisation formelle accordée par M. Jean Benoist le 9 octobre 2008 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : oj.benoist@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 8 février 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Serge LAROSE

L'exploitation agricole en Haïti.
Guide d'étude.

Montréal : Centre de recherches caraïbes, Université de Montréal, 1976, 69 pp. Le Centre de recherche caraïbes est dirigé par M. Jean Benoist, médecin et anthropologue.

Table des matières

Introduction

1. LES DIMENSIONS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

Composition de l'exploitation
Les superficies

2. LOCALISATION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

3. LES DIFFÉRENTS TYPES DE SOL ET LA DESCRIPTION DES PARCELLES

4. LE MODE DE TENURE.

L'affermage.
Le métayage

5. LES MODES D'EXPLOITATION ET L'UTILISATION DU SOL.

Les difficultés de la recherche.
L'outillage agricole lié à l'exploitation.
Les dépenses d'exploitation.
Les modes de recrutement de la main-d'oeuvre.
Les tâches agricoles

ANNEXE : Description détaillée de toutes les opérations entourant la mise en valeur d'une parcelle

L'illustration de la couverture s'inspire d'un tableau du peintre haïtien W. Domond.

L'EXPLOITATION AGRICOLE EN HAÏTI. Guide d'étude.

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut comprendre la vie rurale qu'à partir des concepts et des règles qui guident les paysans. Or trop d'études adoptent des catégories étrangères au monde rural, et restent ainsi superficielles.

Grâce à une longue fréquentation des paysans haïtiens l'auteur nous donne quelques 99 clés linguistiques et sociologiques capables de rapprocher le chercheur de la réalité.

Plus qu'un simple guide, cet ouvrage est aussi le bilan d'une recherche, celle des relations des agriculteurs avec leur univers.

Les quelques pages qui suivent sont à la fois un guide méthodologique et un vocabulaire spécialisé à l'intention d'un enquêteur qui ignore le créole haïtien. Elles portent exclusivement sur l'exploitation agricole, et elles espèrent familiariser avec un certain nombre de concepts, de tournures linguistiques utilisés dans toute enquête sur les exploitations agricoles.

Les données ont été regroupées de la façon suivante :

1. Les dimensions de l'exploitation agricole.
2. Localisation de l'exploitation agricole.
3. Les différents types de sol et la description des parcelles.
4. Le mode de tenure.
5. Le mode d'utilisation du sol et les différents types de culture.

Pour chaque phrase créole, nous donnerons :

1. La transcription orthographique. Nous utiliserons les principes d'orthographe créole d'Yves Dejean, décrits dans "Ti liv otograf kréyol", Agence de presse libre du Québec (1974).
2. La traduction française.

Ce travail a été effectué en partie grâce à l'aide du Fonds International de Coopération universitaire (Association des Universités partiellement ou entièrement de Langue française) dans le cadre du Programme interuniversitaire de recherche et de formation de chercheurs.

L'EXPLOITATION AGRICOLE EN HAÏTI. Guide d'étude.

INTRODUCTION

Il semble que le café soit
comme l'air, l'eau, le feu"
Edmond Paul
De l'impôt sur les cafés...

[Retour à la table des matières](#)

La statistique agricole, dans la Caraïbe, a généralement négligé les exploitations paysannes. Liée à la grande plantation, rendue nécessaire par les opérations commerciales du capitalisme métropolitain, elle a porté presque exclusivement sur les denrées d'exportation. En Haïti un système paysan de production s'est tout à coup dégagé du poids de l'économie de plantation ; en lutte contre elle, il est demeuré largement tributaire des techniques qu'il avait héritées de la société esclavagiste. Durant tout le dix-neuvième siècle l'articulation avec le monde extérieur ne passe plus par les grandes unités agricoles tenues par une classe restreinte de planteurs, mais par une bourgeoisie commerçante qui établit son pouvoir par le contrôle des mécanismes du marché bien plus que par son intervention au niveau même de la production. C'est cette dissociation entre une bourgeoisie commerçante d'une part, autour de laquelle s'organisèrent des circuits de collecte (denrées d'exportation) et de distribution (produits importés) extrêmement complexes, et la paysannerie productrice d'autre part, qui contribua à créer entre les deux classes une distance sociologique d'autant plus grande qu'en Haïti la petite bourgeoisie resta toujours embryonnaire.

Le monde paysan fut alors littéralement exclu de l'univers social. Aux yeux de ceux qui l'exploitaient, il quittait l'ordre de la "culture" pour s'intégrer à celui de la "nature" : il produisait vivres et denrées comme l'abeille produit le miel. La bourgeoisie se contentait de ramasser les produits dont elle pouvait tirer une marge

bénéficiaire suffisante en fonction des prix du marché international, sans s'inquiéter de la façon dont ils étaient fabriqués ; ces produits existaient comme par miracle et on attribuait plus ou moins leur existence à la générosité de la nature : il suffisait de les cueillir. Le lieu de la rencontre entre les deux classes était le marché et c'est là que la bourgeoisie opérait les ponctions nécessaires à sa survie. Le livre d'Edmond Paul ¹ sur l'impôt caféier n'est qu'un long réquisitoire contre le rôle joué par les gouvernements de l'époque dans la création et dans le maintien de ces différences, et ce qu'il disait du café pourrait très bien s'étendre aujourd'hui à la plupart des productions nationales. Seul un paysan profondément attaché à son milieu et à ses conditions matérielles de production - on pourrait également dire mystifié par eux - pouvait fournir à cette bourgeoisie parasite la capacité de survivre, soit en restreignant sa propre consommation (religion de pauvreté et de résignation) au-delà des limites biologiquement raisonnables, soit en acceptant pour ses denrées un prix qui n'était rendu possible que par la non-monétarisation des relations sociales dans lesquelles il produisait. Il n'y a là rien de spécifiquement haïtien : les conditions dans lesquelles produisent toutes les paysanneries se ressemblent.

Il faut cependant se garder de ne voir le paysan haïtien que comme le produit de ces conditions matérielles. Le concept de paysan est lui-même une création idéologique, imprégnée de la spécificité de l'histoire haïtienne et l'idéologie contribue activement à son existence, à sa perpétuation comme catégorie sociale. On exagère constamment la différence entre la bourgeoisie et la paysannerie comme si chacun des groupes avait des besoins *essentiellement* différents. Recréer perpétuellement la distance culturelle fonde la position sociale de chacun des groupes. Or, avec l'émigration croissante des paysans haïtiens vers l'étranger, et avec l'industrialisation qui commence, cette image de deux nations partageant un même territoire ² porte de plus en plus à faux ; les niveaux d'éducation diffèrent certes mais *les aspirations tendent de plus en plus à se rapprocher* ; les hiérarchies traditionnelles sont alors court-circuitées. Le monde paysan n'est pas un monde tribal et l'on avait peut-être oublié qu'il participait à la société globale. Dès lors il faut comprendre les mécanismes par lesquels la bourgeoisie du bord de mer subordon-

¹ Paul, Edmond : *De l'impôt sur les cafés et des lois du commerce intérieur*, M. de Cordova & Co., Kingstown, 1876, p.27.

² Leyburn, J.G. : *The haitian people*, Yale University Press, New Haven, 1966.

ne la paysannerie à ses propres intérêts : d'analyser les interrelations entre les deux groupes importe plus que de les définir et de les réifier comme deux entités fondamentalement différentes.

Si le paysan secrète de la valeur, comme l'abeille du miel, s'il est domestiqué par le commerce, on comprend l'indifférence totale des élites envers les techniques et façons de faire des paysans. Et les enquêtes révèlent cette indifférence : rien de plus vague que des statistiques prétendant décrire la structure sociale haïtienne et dans lesquelles 90% de la population se voient regroupés sous la même étiquette !

Le travail qui suit suggère modestement des lignes de recherche. Destiné à guider et à systématiser l'étude des petites exploitations agricoles, il ne concerne pas seulement les régions de petite propriété. On a certes beaucoup parlé de l'existence en Haïti de grandes propriétés mais on en a mésestimé l'importance ³. On a négligé plus encore de connaître la façon dont on y produit ; or, par le biais des gérances, les pratiques paysannes s'étendent bien souvent aux grandes exploitations. D'autre part, on connaît mal la diversité haïtienne, toutes les données de ce travail proviennent d'une petite plaine sucrière du sud de Port-au-Prince, la plaine de Léogane, et il est possible que la situation soit différente ailleurs. Si ce guide pouvait susciter un plus grand nombre d'enquêtes conduites avec minutie sur d'autres exploitations paysannes haïtiennes, il aurait atteint son but. Il faudrait mieux connaître l'articulation existant entre l'habitation familiale comme bien indivis de la famille, le "lakou" comme forme d'organisation sociale et les pratiques religieuses de la paysannerie.

Par delà l'étude des exploitations on pourrait alors aborder avec précision l'articulation qui se fait entre trois secteurs fondamentaux de la vie paysanne haïtienne : - l'habitation familiale, bien indivis de la famille - le lakou, forme d'organisation sociale - les pratiques religieuses de la paysannerie.

³ Une enquête personnelle dans la plaine de Léogane montra que 29 propriétaires possédaient ensemble 2.132 hectares. 27 fournisseurs de la HASCO, c'est-à-dire 1,5% de tous ses fournisseurs, donnaient à la compagnie 46% de la canne qu'elle achetait dans la plaine.

L'exploitation agricole en Haïti. Guide d'étude.

Chapitre I

LES DIMENSIONS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

COMPOSITION DE L'EXPLOITATION

[Retour à la table des matières](#)

Une exploitation agricole, au sens de ce volume, est l'ensemble des terres exploitées à des titres divers (propriété, fermage, métayage) par un individu. L'exploitation agricole est rarement d'un seul tenant. Par exemple, sur les habitations Cotin et Bois-l'Etang, dans l'extrême ouest de la plaine de Léogane, chaque exploitant agricole a, en moyenne, quatre parcelles ; le nombre le plus élevé de parcelles exploitées par un seul paysan y est de quinze. Un recensement agricole doit donc préciser, dans un premier temps, le nombre de parcelles exploitées par chaque individu ainsi que leur localisation ; il s'agira ensuite de préciser la façon dont chacune est utilisée.

Le mot parcelle se dit "mòso" en créole :

- A. 1. Konbyin ti mòso ou-ap travay ?
2. *Combien de parcelles cultivez-vous ?*

- B. 1. Konbyin ti mòso ki nan min ou ?
2. *Vous êtes responsable de combien de parcelles ?*
- C. 1. M-ginyin dé ; youn sou Sin Jak ; lot la sou Marigo.
2. *J'en ai deux ; l'une à Saint-Jacques ; l'autre à Marigot.*

Il faut noter ici que l'on demande le nombre de parcelles effectivement travaillées par l'individu ; il peut avoir une parcelle dont il est le propriétaire mais qu'il a cédée en fermage ou métayage, donc qu'il ne travaille pas. Nous reviendrons sur ce sujet à propos du mode de tenure. Les questions précédentes donnent cependant un bon point de départ : une liste de parcelles dont il s'agira de préciser par la suite les caractéristiques.

Pour dire qu'une terre est d'un seul tenant, on dira :

- D. 1. Tè a yon sèl.
2. C'est une terre d'un seul tenant.
- E. 1. Tè a an blok.
2. C'est une terre en bloc.

On sera parfois amené à préciser ce point comme dans l'exemple suivant :

- F. 1. M-ginyin tè map travay Sin Jak ;
èské l-an blok ?
1-an dé pati (ou, 1-an dé mòso)
2. *Je travaille de la terre à Saint-Jacques.*
Est-ce que c'est une terre d'un seul tenant ?
Elle comprend deux parcelles.

LES SUPERFICIES

La principale mesure de superficie utilisée pour les surfaces agricoles, est le carreau ("karo") ; le carreau fait 1 ha. 29 ca. La plupart des parcelles ne font pas un carreau :

- A. 1. Tè a pa rivé karo.
2. La terre ne fait pas le carreau.

Les parcelles sont plus petites. On exprimera alors leur superficie en centième de carreau. On dira : "santyèm".

- B. 1. Ti mòso ou-ap travay sou Sin Jak la,
konbyin santyèm li ka fè ?
2. *La parcelle que vous travaillez à Saint-Jacques,
elle fait combien de centièmes ?*
- C. 1. Konbyin santyèm ki nan chak ti mòso sa yo ?
Konbyin santyèm yo fè kon sa ?
2. *Combien de centièmes font chacune des parcelles ?
Elles (parcelles) font combien de centièmes ?*
- D. 1. Tè sa a, konbyin santyèm ki la-dan-n ?
2. *Cette parcelle, elle fait combien de centièmes ?*
- E. 1. Ki valè tè a ?
Ki kantité tè a ?
Ki mézu tè a ?
2. *La parcelle fait combien ?
ou quelle est sa superficie ?*

Les réponses à cette question peuvent être données clairement :

- F. 1. Tè Sin Jak la fè kinz santchèm,
sa-k sou Rékilé fè yon ka.
2. *La terre que j'ai sur Saint-Jacques fait quinze centièmes ;
celle de Reculé fait un quart.*

On rencontre fréquemment le mot quart ("ka"), ou trois-quarts ("toua ka") pour 25 centièmes de carreau et 75 centièmes de carreau. On rencontrera le terme demi-carreau ("dèmi-karo") pour 50 centièmes.

Bien souvent cependant, les réponses seront plus vagues. Dans certains cas, on hésitera à spécifier la valeur exacte des superficies travaillées ; on estimera la parcelle comme étant trop petite pour qu'on y prête la moindre attention. On se contentera de répondre :

- G. 1. Son ti kiyè tè.
M-ginyin yon ti zong.
Sa pa tè.
Yon tè pou m-gadé poul.
M-ginyin dé toua ti koupon.
2. *Une petite cuillerée !
Un ongle de terre !
On ne peut dire que ce soit une terre.
Une terre pour garder des poules.
J'ai deux-trois petits coupons (réf. : coupons de tissu).*

Ou encore, l'exploitant agricole ignorera tout simplement la superficie travaillée. C'est le cas notamment des parcelles exploitées en "dimouatyé", c'est-à-dire en métayage ; le métayage se fait toujours sans contrat écrit et les superficies confiées à un travailleur ne sont jamais spécifiées. C'est également le cas des ter-

res affermées ; la plupart du temps, cela implique un contrat écrit mais celui-ci précise rarement la superficie louée. On aura alors ce genre de réponse :

- H. 1. M-travay tè a dimouatyé ;
sé mèt tè a ki pou ta di ou konbyin santyèm li fè.
2. *J'exploite cette terre en métayage ;
c'est le propriétaire qui pourrait vous dire combien
de centièmes, elle fait.*
- I. 1. Al mandé mèt li.
Li ba-m tè a travay san l-pa di mouin
konbyin santyèm li fè.
2. *Va demander au propriétaire ;
il m'a donné la terre à travailler sans me dire
le nombre de centièmes qu'elle fait.*

Dans le cas d'une terre familiale qui n'a jamais été formellement divisée, ni arpentée, l'exploitant agricole est également susceptible d'ignorer la superficie des terres qu'il travaille. On dira alors :

- J. 1. Sé byin miné ; m-pa fin-n mézuré-l.
Nou pa mézuré-l.
Tè a pa apanté.
2. *C'est un héritage ; je ne puis estimer sa superficie.
On ne l'a pas mesurée.
La terre n'est pas arpentée.*

Dans le cas d'un bien de famille, l'individu interrogé pourra la plupart du temps donner la superficie de la totalité de l'exploitation familiale ; il ne faut pas

confondre cette superficie avec celle des parcelles qu'il exploite lui-même, au sein de ce bien de famille. La plupart du temps, le même individu travaillera deux ou trois petites parcelles au sein d'une même "habitation" familiale. Dans certaines réponses la petitesse des terres travaillées ainsi que le fait qu'elles n'aient jamais été arpentées se combineront :

K. 1. Tè a pa apanté paské sil ta apanté
sa chak érityé ta pral jouinn nan,
li pa ta pral sèvi-1.

2. *La terre n'est pas arpentée ;
car si elle était arpentée,
ce qu'aurait chaque héritier serait trop petit
pour qu'il puisse l'utiliser.*

La répugnance à citer un chiffre dans ce cas précis, renvoie à la conception même d'habitation familiale ("bitasyon la fanmi") comme terre indivise. Citer un chiffre équivaldrait pratiquement à prétendre établir un droit privé, exclusif, de propriété ; définir une superficie équivaldrait à demander l'arpentage du bien de famille, sa division légale entre tous ses héritiers ; ce qui va à l'encontre de l'idée selon laquelle la terre d'un bien familial appartient à tous ; si la terre n'a pas été mesurée, c'est-à-dire arpentée et formellement divisée, c'est qu'on a pu s'entendre entre co-héritiers pour faire un partage à l'amiable mais susceptible de révision ; c'est qu'il règne une bonne entente au sein du groupement familial ("nu byin viv"). Citer un chiffre équivaut donc à renier cette idéologie ; il ne faut pas nécessairement y voir de la mauvaise volonté de la part du paysan.

Dans tous les cas précédents, il n'en demeure pas moins que le paysan a une idée assez précise des superficies qu'il exploite. Ces réponses évasives peuvent être autant de façons d'éviter de répondre à la question ; elles manifestent des résistances qui expriment autant l'ennui d'être soumis à un questionnaire dont il saisit mal les objectifs, que la peur qu'il peut avoir de voir saisir ses terres.

La meilleure façon de procéder est alors de faire des comparaisons avec des superficies connues ; on demande si la parcelle exploitée est identique à celle où

se trouve la maison où se fait l'entrevue ; ou encore, on montre une parcelle voisine et on demande si la superficie qu'il travaille est identique ; il peut répondre qu'elle l'est, qu'elle est un peu plus grande ou un peu plus petite ; ce qui permet d'avoir une idée de la superficie travaillée. On peut également établir une comparaison avec d'autres parcelles qu'il exploite et dont il a déjà donné la valeur. En dernier recours, on peut suggérer une valeur arbitraire ; il faut cependant et autant qu'il est possible, éviter de suggérer des réponses ; on sera trop heureux de se défaire d'un importun à si bon compte. La présence d'un voisin ou d'un guide bien au courant des choses de la région, peut ici faciliter la tâche ; les réactions de ceux qui assistent à l'entrevue peuvent aussi donner une idée de la précision des informations recueillies. Il ne faut surtout pas précipiter les questions.

L. 1. Tè Sin Jak la konbyîn santtyèm li fè ?

M-pa fin-n konnin ; l-on ti kal tè.

Mézu plasman kay sa a ?

Li ka yon ti bagay an plis.

2. *La terre de Saint-Jacques, elle fait combien de centièmes ?*

Je ne sais pas ; elle est petite.

Même dimension que l'emplacement de ta maison ?

Peut-être un peu plus.

M. 1. Tè sa a èské li minm valè ak tè pa ou la ?

Li minm gouosè.

2. *Cette parcelle (en montrant de la main),*

est-ce qu'elle est de même grandeur que la tienne ?

Elle est de même grandeur.

N. 1. Eské li pli gouo an pil an pil,

ou byin si sé yon bagay tou piti li ginyin dé mouins ?

2. *Est-ce qu'elle est beaucoup plus grande*

ou bien si elle est un peu plus petite ?

- O. 1. Tè ou déjà palé-m nan
ki sou Marigo,
èské 1-rivé karo ?
L-pa tou sa ! Li ka fè yon ka.
2. *Cette parcelle dont tu m'as parlé, celle de Marigot,
est-ce qu'elle fait le carreau ?
Jamais ! Peut-être un quart.*

Si après avoir essayé d'établir par comparaison la superficie des parcelles travaillées, on voit que cela ne mène à rien, mieux vaut ne pas insister et passer à un autre sujet ; on peut demander ce qui est cultivé sur chacune des parcelles et proposer discrètement la question à ce moment ; ou bien l'on s'aidera d'autres informateurs.

On rencontre comme autre unité de mesure le "kout chèn" :

- P. 1. Tè a fè toua kout chèn.
2. *La terre fait trois coups de chaîne.*

La chaîne dont il est question ici est celle qu'utilise l'arpenteur lors des opérations d'arpentage. Lors de séparations à l'amiable, on se servira d'une simple corde, de longueur variable, attachée à deux piquets ; ce seront des voisins fiables ou le chef de section qui superviseront gratuitement le partage. Cette mesure n'étant pas uniforme, on ne peut donc s'en servir pour définir une superficie.

L'exploitation agricole en Haïti. Guide d'étude.

Chapitre II

LOCALISATION DE L'EXPLOITATION FAMILIALE

[Retour à la table des matières](#)

Pour bien situer les différentes parcelles travaillées par un paysan, il importe d'avoir une idée de l'organisation territoriale du pays.

Haïti est divisé en cinq départements : le Nord, le Nord-Ouest, l'Artibonite, l'Ouest (Léogane et Port-au-Prince en font partie), le Sud. Ces divisions n'ont aucune fonction administrative ; ce sont d'abord des unités statistiques.

Le pays est ensuite divisé en 27 arrondissements militaires ; à la tête de chacun d'eux se trouve un chef d'arrondissement, résidant au chef-lieu de l'arrondissement en question. L'arrondissement militaire est lui-même divisé en un nombre variable de communes : l'arrondissement militaire de Petit Goave ("Ti Gouav") comprend les trois communes de Petit Goave, Grand Goave et Léogane (cf. carte 1).

À la tête de chacune des communes se trouve un officier militaire dont l'autorité s'étend sur les zones rurales de la commune en question ; on le désigne sous le nom de "kòmandan". Les chefs-lieux de commune sont soumis à un régime particulier ; ils sont administrés par un conseil communal présidé par le maire de la ville en question ; on le désigne sous le nom de "mè" ou plus fréquemment sous celui de "majistra". Le maire du chef-lieu en question administre les affaires mu-

nicipales, assisté d'un "conseil des notables". On se référera souvent au chef-lieu de la commune où l'on réside par le mot "la vil".

Un exemple de divisions administratives :
arrondissement de Petit Goave

La commune est divisée en "sections rurales" ; à la tête de chacune de ces sections se trouve un chef de section ("chèf section"), nommé par l'autorité militaire et relevant directement du commandant de la commune. La section rurale est la plus petite unité administrative du pays (cf. carte 1). C'est à ce niveau que l'on tente actuellement de constituer les "Conseils communautaires".

Toute section rurale comprend un certain nombre de sous-unités ; les "habitations" (ou "bitasyon"). Les limites de ces habitations coïncident généralement avec celles des anciennes plantations coloniales dont elles ont gardé le nom. Un certain nombre d'entre elles ont cependant vu le jour après l'indépendance ; il

s'agit de concessions d'un seul tenant, plus petites que les anciennes plantations coloniales, auxquelles sont demeurés attachés les noms de leur premier propriétaire, aujourd'hui décédé, et sur lesquelles vivent maintenant des groupes de descendants de ce premier concessionnaire ; il s'agit de ces "biens de famille" dont on a déjà mentionné l'existence. Il existe finalement un grand nombre de lieux-dits dont nous allons donner quelques exemples.

La plupart des lieux-dits sont précédés des particules "nan" ou "ka" La particule "nan" étant une traduction de 'dans' ; "ka" venant de la contraction du mot "kay" ('maison'), que l'on pourrait littéralement traduire par 'chez untel'. La particule "ka" précède toujours le nom d'une personne qui a été ou est encore propriétaire de l'endroit où se trouve la parcelle dont on cherche à préciser les coordonnées. La particule "nan" peut précéder également le nom d'une personne ; elle peut aussi introduire un trait topographique permettant de caractériser l'endroit en question.

Accolé au nom de l'habitation, on trouvera parfois les mots "kòray" ('corail') et "hat" ('hatte'). Durant la période coloniale, ces mots désignaient des terres marginales, à la périphérie des grandes plantations, sur lesquelles on pratiquait exclusivement l'élevage. La polyculture vivrière et le petit élevage familial ont bien souvent supplanté l'élevage extensif que l'on pouvait jadis pratiquer sur ces terrains.

Enfin, la toponymie retient de place en place certains traits topographiques caractéristiques ; les étangs ("ma"), les montagnes ("mòn"), les carrefours ("karfou"), les bassins fertiles ("fon"), les plateaux ("platon").

Voici quelques exemples de ces lieux-dits : ils sont tous pris dans la plaine de Léogane.

- A. 1. Ka Jan.
Ka métsin Piè.
Nan Bèli.
Nan kanpèch, nan banbou, nan mapou, nan mango,
kòray Kòtin, hat Difò,
ma Asiré,
mòn dyab,
karfou Mergé

2. *Chez Jean.*
Chez médecin Pierre.
Belly.
Aux campêches, aux bambous, au mapou, aux mangos,
corail Cotin, hatte Dufort,
étang Assuré,
montagne du diable,
carrefour de Merger

On a donc l'arbre taxonomique suivant :

DÉPARTEMENT
Arrondissement
COMMUNE
Section
Habitation
Lieux-dits

Le paysan situera toujours ses parcelles à l'un ou l'autre des niveaux de cette échelle ; il faudra prendre garde de ne pas les confondre. En pratique, il n'utilisera que les quatre derniers niveaux et sa réponse sera toujours conditionnée par la localisation de son jardin par rapport à sa résidence. Si la parcelle est située sur l'habitation de résidence, on en précisera la localisation par un lieu-dit ; qu'elle soit sur une autre habitation mais au sein même de la section de résidence, on la localisera par le nom de l'habitation où elle se trouve. Si la parcelle est située hors de la section de résidence, on se contentera de spécifier la section où elle se trouve. Et si elle se trouve hors de la commune de résidence, on se contentera de déterminer la commune où elle se trouve. Dans ce dernier cas, la réponse est beaucoup trop vague pour être d'une quelconque utilité ; il faudra amener le paysan à préciser la section où se trouve la parcelle, si ce n'est pas l'habitation. Quant aux lieux-dits, ils sont innombrables et la plupart n'apparaissent sur aucune carte ; même si l'on peut en faire un inventaire complet dans la zone immédiate où l'on travaille, ils ne seront probablement d'aucune utilité en dehors de cette zone.

- B. 1. Koté tè ou tap palé-m nan ?
Ki bò li yé ?
Kot tè a ?
2. *Où se trouve cette terre dont tu m'as parlé ?*
Où est-elle ? (la terre).
Où se trouve la parcelle ?
- C. 1. Son tè Ti Gouav (commune)
Ki bò Ti Gouav ?
Li sou Ravin-n sèch (section)
Ki bò ankò ?
Bitasyon Mardi gra (habitation)
2. *Elle est à Petit Goave.*
où à Ti Goave ?
Sur Ravine sèche.
Où précisément ?
Habitation Mardi gras.

En cas de doute, on peut demander à l'informateur de préciser si le nom de l'endroit qu'il nous a donné est celui d'une commune ou d'une section :

- D. 1. Ti Gouav, son kòmi-n ? Son sèksyon ?
Ti Gouav, sé non kòmi-n nan.
2. *Ti Goave, c'est une commune ? Une section ?*
Ti Goave c'est le nom de la commune.

Les noms de la commune et de son chef-lieu sont toujours les mêmes ; on peut dans certains cas se demander si la parcelle se trouve au chef-lieu de la commune en question, comme dans l'exemple suivant :

E. 1. M-ginyin yon tè Léogann.

La vil la ?

Non. Su zòn ti rivyè, yon koté ki rélé Chéridan.

2. *J'ai une terre à Léogane.*

La ville ?

*Non. Dans le bout de Ti Riviere,
un endroit qui s'appelle Chéridan.*

Toutes les sections portent un numéro. La section de Dessources par exemple est la première section de la commune de Léogane ; celle de Ti Rivière, la deuxième, etc. Parfois le paysan se contentera de donner le numéro de la section sans en préciser le nom.

F. 1. M-ginyin yon tè sou dézyèm sèksyon.

M-ginyin yon tè sou désyèm sèksyon Léogann.

2. *J'ai une terre sur la deuxième section.*

J'ai une terre sur la deuxième section de Léogane.

On accole parfois le nom de la section à celui de la commune ; les sections portant souvent les mêmes noms, ce procédé permet de préciser la section dont il s'agit. On dira ;

G. 1. M-ginyin yon mòso sou Gran Rivyè Léogann.

2. *J'ai une parcelle sur la section Grand Rivière de Léogane.*

On se servira enfin des mots quartier ("katyé") et bourg ("bouk"). Le mot quartier a un double sens. Il peut désigner un quartier militaire, une petite agglomération où l'on trouve un poste militaire ainsi qu'un bureau de perception des impôts. Mais il peut aussi désigner une simple unité

de voisinage. Le mot "bouk" désigne une petite agglomération située le plus souvent à un carrefour.

L'exploitant agricole localisera souvent sa parcelle en se servant de l'opposition Mornes/Plaine. Là encore il faudra l'amener à en préciser la section et l'habitation.

Sources d'information pouvant être utilisées pour localiser les parcelles :

1. *Carte d'Haïti, 1/25.000e (1957).*

Service de cartographie et de géodésie, Cité du Bicentenaire, Port-au-Prince. (On peut s'y procurer également une couverture aérienne).

2. *Carte des sections rurales d'Haïti (1968).*

S.N.E.M. (Service National d'éradication de la malaria).

3. *Carte des sections rurales et habitations, réalisée en vue du recensement général de 1971.*

Institut Haïtien de statistiques, Cité du Bicentenaire, Port-au-Prince.

L'exploitation agricole en Haïti. Guide d'étude.

Chapitre III

LES DIFFÉRENTS TYPES DE SOL ET LA DESCRIPTION DES PARCELLES

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir établi une liste des parcelles et leur localisation, il importe de savoir ce que l'on cultive sur chacune d'elles. On les repassera donc dans l'ordre, en demandant ce qu'on y a planté. L'informateur sera amené à décrire l'utilisation qu'il fait de ses terres.

- A. 1. Nan ti mòso ou ginyin sou mòn nan
sa ou té planté la-dan yo ?
Sa ou konn planté la-dan yo.
Sak la-dan yo ?
Sa ou mété la-dan yo ?
Sa ou met sou yo ?
2. *Sur la parcelle que tu as sur le morne,*
qu'est-ce que tu y as planté ?
Qu'est-ce que tu as l'habitude d'y planter ?
Qu'est-ce qu'on y trouve ?
Qu'est-ce que tu y as mis ?
Qu'est-ce que tu y mets ?

Dans ses réponses, l'exploitant agricole ne se contentera pas de dire ce qu'il a planté. Il donnera des renseignements sur le type de sol pouvant affecter l'usage qu'il fait de sa parcelle ; une description minutieuse pourra même l'amener à préciser le visage de sa terre : présence d'un cours d'eau ou d'une rivière ("on dlo", "on kouran dio", "sou kouran dlo a"), d'une montagne ("mòn"), d'un étang ("ma") ; autant d'accidents qui permettront un usage différencié des différentes parties d'une même parcelle. En régime de micropropriété, ces différences seront exploitées au maximum et il est bon d'en avoir une idée.

On oppose les terres chaudes ("tè cho") aux terres froides ("tè frèt"). Les terres chaudes ne sont pas irriguées et retiennent peu l'humidité ; le couvert forestier y est réduit à sa plus simple expression ; elles sont donc très dépendantes des pluies ; on y plantera des racines particulièrement résistantes à la sécheresse (le manioc), ou des graminées à cycle très court (millet, mars, pois) ; les "corail" et "hattes" sont presque toujours des terres chaudes. Les terres froides sont les riches terres que l'on trouve dans les bas-fonds des ravines, particulièrement propres à la polyculture vivrière ; le couvert forestier y est bien conservé ; ce sont des terres qui retiennent bien l'humidité ; le plus souvent on identifiera les terres froides aux terres propres à la culture du café.

B. 1. Tè cho bézouin la pli pou 1-bay/
a il pa fè la pli tè a rét la/ san travay.
Tè frèt la sé bon tè kafé koté ki ginyin dlo/
koté ki ginyin pyé boua.

2. *La terre chaude ne donne pas sans pluie ;
s'il ne pleut pas, la terre reste là, vide.
La terre froide, c'est la bonne terre à café,
là où il y a de l'eau, là où il y a des arbres.*

Les terres chaudes sont elles-mêmes différenciées. On parlera de "tè grî" pour les sols propres aux cultures du maïs, du millet ("pitimi"), du manioc et des pois. Des terres lessivées par l'érosion et laissant paraître le massif calcaire à nu, on dira

que ce sont des "tè zo" (terres rocheuses) ou encore des "vyé tè" (terres de rien), ces terres n'étant bonnes que pour la culture de l'arachide ("pistach").

Les terres sises au fond des ravines, enrichies par les alluvions déposées par les rivières qui y coulent, sont appelées "tè rapò", le mot rapport désignant les alluvions ainsi déposées ; ces terres sont particulièrement propres à la culture du bananier, que l'on cultive en association avec la patate, le mars et le pois Congo.

La "tè savann" (savane) est peu propice à la culture et est utilisée avant tout comme pâturage. Ces classifications relèvent plus de l'usage que l'on fait de la terre que des caractéristiques internes du sol utilisé comme en témoigne l'exemple suivant :

- C. 1. M-té planté manyok nan tè a/
kou nyé a li tounin savann.
- 2. *J'avais planté du manioc dans cette terre ;
maintenant, c'est une savane.*

On parlera parfois de "tè chuk". il s'agit des terres propres à la culture de la canne et de la banane, les deux principales cultures commerciales de la plaine. Le mot "chuk" vient probablement de souche ; il s'agit de ces plants dont on laisse la souche sous terre au moment des récoltes ; cette souche redonne de nouveaux rejetons ("kriyol yo") ; la terre n'a donc pas besoin d'être réensemencée chaque année.

La "tè tif" est une terre crayeuse peu propice aux cultures ; cette terre entre dans la composition des mortiers utilisés pour la construction des maisons.

La "tè gras" est une terre particulièrement fertile et riche en éléments minéraux.

- D. 1. Ginyin tè ki tou gras/
ginyin fo ou mèt fimyé ladan-n
pou 1-vin-n gras.

2. *Il y a des terres naturellement fertiles ;
il en est d'autres qui nécessitent l'usage de fumures pour le devenir.*

Les terres basses et marécageuses se disent en créole, "tè marékay". Terre irriguée se dit "tè rozé". Les étangs ("ma") sont particulièrement propices à la culture du riz et des mazonbelles.

C'est en précisant ce qu'il a planté sur chacune des terres de son exploitation que le paysan sera le plus susceptible d'utiliser les termes déjà définis. Voici quelques description de parcelles :

- E. 1. M-ginyin yon tè nan Belly ;
son tè cho ;
m-bal planté pitimi.

2. *J'ai une terre « nan Belly » ;
je l'ai fait planter en millet ;
c'est une terre chaude.*

- F. 1. Tè a fè démi karo ;
li ginyin yon bâ nan ravin-n Jan Tousin ;
an ba kay la, m-planté-1 poua koni mangnok ;
nan fon tè a, 1-ginyin bannann ak poua kongo,
yon ti pyé koton ;
nan tèt mòn nan, tè a zo ;
m-planté pistach ak roroli.

2. *C'est une parcelle d'un demi-carreau ;
elle a un versant sur la ravine Jean Toussaint.
Au pied de la maison, j'ai planté du manioc et des pois roconi ;
dans les parties basses, on trouve des bananiers
et des pois congo ainsi qu'un petit cotonnier ;
au sommet du morne, le sol est rocheux ;
j'y ai mis de l'arachide et du sésame.*

- G. 1. Tè a ginyin yon pati ma, yon pati mèn ;
ma a bay di ri ;
pati k-sou mèn nan pa bay anyin.
2. *La parcelle comprend deux parties, l'étang et la montagne.
L'étang donne du riz ;
quant au versant montagneux, on n'y récolte rien.*

Dans le cas de parcelles uniformément plantées, on dira :

- H. 1. Sé bannann nèt ki sou tè a.
2. *on ne trouve que de la banane sur cette terre.*
- I. 1. Sé poua sèlman ki sou tè a.
2. *Il n'y a que des pois sur cette terre.*
- J. 1. Sé poua sèlman.
2. *Seulement des pois.*

D'une terre non cultivée, on dira qu'elle est "vide" ("tè a vid"). Ces précisions sont importantes ; elles permettent d'avoir une idée des superficies consacrées à chacune des cultures ; elles permettent également d'estimer la valeur réelle de l'exploitation agricole.

Les limites des parcelles sont généralement bien visibles, chacune d'elles étant clôturée ; on se sert à cette fin de deux cactées, les "pingouin" et les "kan-délam". Parfois on plantera du jonc ("jon") ou du vétiver ("vétivè") en bordure de la parcelle ; cette bordure se dit "ré" en créole. Le "ré" s'oppose au "mitan" du jardin, c'est-à-dire à tout ce qui se trouve vers l'intérieur :

- K. 1. Nan mitan jadin an ginyin kann/
yo, planté bannann nan ré a.
2. *Au sein du jardin il y a de la canne ;
dans les lisières de la banane.*

Les coins de la parcelle se disent coins ou encore pointes ("nan pouint jadin an"). Les limites de chaque parcelle sont indiquées par des bornes ("bòn tè a") ; un arbre ou un rocher peut servir de points de repère pour définir les portions de chacun. Les phrases qui suivent tournent autour de ce problème de la définition des limites des parcelles :

- L. 1. Èské jadin an fèmé ?
Ak ki sa ou baré tè a ?
Ak ki sa ou séparé tè a ?
Ak ki sa ou limité tè a ?
2. *Est-ce que le jardin est clôturé ?
Avec quoi avez-vous barré la parcelle ?
Avec quoi avez-vous clôturé ?
Avec quoi marquez-vous les limites de la terre ?*
- M. 1. Sa-k bòn jadin an ?
Sa-k limit tè a ?
Èské yo mèt bòn pou divizé tè a ?
2. *Quelles sont les limites de la parcelle ?
Quelles sont les bornes de la parcelle ?
Est-ce qu'on a divisé la terre avec des bornes ?*

On peut compléter cette partie par un dénombrement des arbres fruitiers sur chacune des parcelles de l'exploitation : manguiers ("pyé mango"), cocotiers ("pyé

kokoyé"), queneppier ("pyé kénèp"), avocatiers ("pyé zaboka"), arbre à pain ("pyi lanm"), acajou ("pyé kajou" ou "pyé ponm"). En général, l'exploitant agricole en connaît le nombre. On peut cependant préférer ne pas surcharger un questionnaire déjà passablement long et faire soi-même un dénombrement, même partiel, lors d'une visite sur les lieux.

L'exploitation agricole en Haïti. Guide d'étude.

Chapitre IV

LE MODE DE TENURE

[Retour à la table des matières](#)

Il faut bien distinguer entre la "terre" et le "jardin". Le mot "tè" renvoie à la propriété du sol ; le mot "jardin" à la propriété de tout ce qui y est planté. Une personne peut donc avoir des

- A. 1. Eské ou ginyin tè ?
M-pa ginyin tè/
M-ginyin dé toua ti jadin m-pa okipé.
- 2. *Avez-vous des terres ?*
Je n'ai pas de terres.
J'ai deux-trois jardins dont je m'occupe.
- B. 1. Eské ou ginyin jadin ?
M-pa ginyin jadin.
Éské ou ginyin tè ?
M-ginyin yon ti mòso nan mòn.
- 2. *Avez-vous des jardins ?*
Je n'ai pas de jardins.
Avez-vous de la terre ?
J'ai une petite parcelle dans les mornes

Le rapport de propriété s'exprime par les deux termes suivants : "mèt" ou "propyètè". Le premier terme est le plus souvent employé. On peut donc demander pour chaque parcelle si l'individu interrogé en est le propriétaire ou non :

- C. 1. Éské tout mòso té sa yo pou ou ?
Sé ou minm ki mèt té a ?
Ki moun ki mèt té a ?
2. *Est-ce que toutes ces parcelles sont à vous ?*
C'est vous qui êtes le propriétaire de la terre ?
Qui est le propriétaire de la terre ?

La propriété en Haïti peut revêtir deux formes. Un droit de jouissance absolu, droit individuel et privé qui ne souffre d'aucune restriction si ce n'est celles qui lui impose la loi ; un droit d'usufruit sur une terre familiale indivise, moralement sanctionné par la coutume et le culte des ancêtres. Ces deux formes ne se retrouvent pas qu'en Haïti ; on les a décrites en Jamaïque, à Trinidad, à Barbade, à Carriacou, c'est-à-dire là où la loi anglo-saxonne n'encourage pas l'indivision des terres mais prescrit plutôt l'héritage par l'aîné de la famille. L'existence de domaines en état d'indivision en Haïti ne s'explique donc pas nécessairement par l'adaptation de la paysannerie à la législation française ; elle peut au contraire révéler un dynamisme qui lui est propre, un trait d'organisation sociale antillais. Ce sont ces terres indivises que nous dénommons ici "biens de famille".

Le contraste entre ces deux modes de propriété s'exprime par les termes suivants :

"té tit", "té acha", "té achte"/

"té minè", "byin minè", "té éritaj", "té érityé". L'exemple suivant montre bien l'opposition :

D. 1. Té a pou ou ?

Té a pou mouin ; sé té tit.

Té a pou ou ?

Té a pa pou mouin ; sé byin miné/

té a pou nou tout.

2. *La terre est a vous ?*

C'est à moi ; c'est une terre-titre.

La terre vous appartient ?

La terre n'est pas à moi ; c'est un bien d'héritage ;

la terre est pour nous tous (c.a.d. tous les héritiers).

Le mot "tit" réfère à l'acte notarié et au plan d'arpentage de la parcelle en question. Théoriquement, l'exploitant agricole a dans ce cas un acte de propriété qu'il peut produire sur demande, "papyé té a". Ces titres de propriété sont soigneusement cachés et il est peu probable qu'on les produise spontanément. L'achat d'une parcelle amène nécessairement la confection d'un titre de propriété ; les mots "té acha" et "té tit" sont devenus pratiquement synonymes. Il s'agit ici de ces parcelles que l'exploitant a acquises par son propre labeur et qu'il distinguera toujours des biens reçus en héritage. Cependant le mot "té acha" ne veut pas nécessairement dire une terre achetée par l'exploitant agricole ; il peut également s'agir d'une parcelle dont il a hérité de sa mère, qui elle l'avait achetée. C'est ce que nous montre l'exemple suivant :

E. 1. Té sa a s-on té acha/

sé té acha grann mouin.

2. *Cette terre est une terre achetée ;*

c'est ma grand-mère qui l'a achetée.

La plupart du temps on ne précisera pas ; on se contentera de parler d'une terre achat tout simplement. Il faudra amener l'exploitant agricole à préciser :

- F. 1. Té sa a, son té acha.
Sé ou-minm ki té achte-l ?
Sé té m-achte.
2. *Cette terre est une terre achetée.*
C'est vous-même qui l'avez achetée ?
C'est une terre que j'ai achetée.

L'exploitant agricole peut disposer comme il veut des terres dont il a lui-même fait l'acquisition. La loi n'y met qu'une restriction ; en cas de vente, le propriétaire devra offrir la parcelle aux voisins limitrophes, ceci pour faciliter la reconsolidation de propriétés plus grandes.

Tel n'est pas le cas des 'biens mineurs' : par 'bien mineur' il faut entendre ici les biens reçus en héritage :

- G. 1. Byin miné sé yon té érité ;
son té yon grann-grann té mouri kité
pou pitit li yo ;
pitit li yo kité pou pitit yo
é insi de pitit an pitit.
2. *Un bien mineur c'est une terre d'héritage ;*
c'est une terre qu'un ancêtre a quitté à sa mort pour ses enfants,
que ses enfants ont cède à leurs propres enfants,
et ainsi de suite de générations en générations.

Le sens légal de 'biens mineurs' est passablement différent ; par biens mineurs la loi haïtienne ne désigne que les biens dont la succession ne peut être réglée parce que certains des héritiers n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans et dont la gestion est temporairement confiée à l'un des conjoints ou à un parent du futur héritier. Dans le cas qui nous occupe ici, le terme s'applique à l'ensemble des biens hérités par opposition à ceux qui ont été achetés. Les terres héritées peuvent ou non avoir été soumises à un partage formel et légal ; si la terre est formelle-

ment divisée, chaque héritier est en possession d'un titre consacrant son droit individuel de propriété et délimitant sa part. Sur le plan légal, rien ne distingue alors la terre héritée de la terre achetée ; que l'on s'obstine cependant à faire la différence montre qu'il y a plus ici qu'une question légale.

La véritable terre indivise est cependant celle qui n'a pas été légalement divisée :

- H. 1. Yon té miné/
son té ki pò kò séparé.
- 2. *Une terre 'mineur',
c'est une terre qui n'a pas encore été séparée.*

C'est parce qu'il est le descendant reconnu du premier acquéreur que le paysan jouit ici d'un droit d'usufruit sur cette parcelle, et non en vertu d'un droit exclusif de propriété. Certes les héritiers se sont réparti la terre entre eux mais ils se sont entendus sans avoir à faire intervenir l'avocat ou le notaire ; l'état d'indivision légale est donc le signe de la bonne entente qui règne au sein du groupe familial ; solidarité qui n'est maintenue que parce que les héritiers répriment leur ambition personnelle. On comprend mieux dès lors la réticence dont il était question plus haut à préciser les superficies exploitées de cette façon. Les biens de famille sont la plupart du temps surchargés d'héritiers ; la description suivante est courante :

- I. 1. Té a ti kal/
érityé yo anpil.
- 2. *La terre est petite,
les héritiers nombreux.*

Ce sont ces terres qui forment en Haïti les habitations familiales ("bitasyon la fanmi"). Il serait bon de ramasser ici des données sur la façon dont ces domaines se sont constitués : concession gouvernementale à un militaire, cession à une

concubine ou à un travailleur fidèle, succès économique du premier acheteur. Les habitations familiales ne sont pas cependant des unités fermées sur elles-mêmes ; ceux qui y résident auront des parcelles à l'extérieur de ces domaines.

Il existe un certain nombre d'interdits visant à préserver l'intégrité du domaine familial. La terre devrait rester dans la famille. On pourra louer sa part mais non la vendre. Des sanctions religieuses, reliées à la pratique du Vodou, interviennent ici ; les ancêtres ne manqueraient pas de s'attaquer à ceux qui passeraient outre. Sans présumer de l'efficacité de ces interdits, il est bon de savoir qu'ils existent.

On rencontrera finalement les termes de "té inikité" ou encore de "té démanbré". Ces parcelles ont une assignation religieuse ; on y trouve habituellement le cimetière de famille (simtyè la fanmi) et souvent une maison de culte autour de laquelle se regroupent des cases, le "lakou". Ces parcelles ne sont divisées ni légalement ni informellement ; c'est là que régulièrement se rassemblera le groupe familial pour la célébration des grandes fêtes vodouesques.

En Haïti, tous les enfants reconnus, mâles et femelles, héritent d'une part égale. On est donc habituellement héritier des deux côtés : maternel et paternel. Le paysan distinguera toujours ces deux côtés et rien n'est plus aisé que de le lui demander. Ces renseignements peuvent jeter de la lumière sur la place respective de chacun des sexes dans l'organisation de la production agricole :

J. 1. Sou ki bò ou jouinn tè sa a ?
Sou bò papa-m.

2. *De quel côté tiens-tu cette parcelle ?*
Du côté de mon père.

Parlant des terres reçues en héritage, l'exploitant agricole utilisera parfois le terme de 'droits' ("doua").

K. 1. M-ginyin dé doua sou manman mouin ;
m-ginyin kat sou papa-m.

2. *J'ai deux droits sur ma mère
et quatre sur mon père.*

Le terme de "droits" est dans ce contexte équivalent à celui de parcelles. Il arrive cependant qu'un exploitant ne soit héritier que de son père ou de sa mère ; il pourra s'exprimer ainsi :

- L. 1. M-pa jouinn anyin sou papa-m ;
sé sou manman-m m-ap viv.
2. *Je n'ai rien reçu de mon père ;
c'est sur ma mère que je vis.*

Ce qui ne veut pas nécessairement dire que le père n'ait rien laissé ; le fils peut avoir renoncé à sa part d'héritage, soit que la parcelle soit trop loin de l'endroit où il réside, soit qu'elle ait été accaparée par un autre héritier. Enfin, tant que la mère ou le père sont vivants, l'éventuel héritier ne se considère pas comme propriétaire, même pour ce qui est des parcelles dont ses parents lui laissent libre jouissance de leur vivant. On aura souvent cette réponse :

- M. 1. Eské ou ginyin tè ?
M-pa sa ginyin ;
papa-m toujou la.
2. *Avez-vous des propriétés ?
Comment en aurais-je ?
mon père est toujours vivant.*

Il faut faire attention ici et ne pas mettre dans le même panier les gens qui sont sans terre aucune et sans espoir d'héritage substantiel et les fils de gros propriétaires, qui, bien que sans terre au moment de l'enquête, sont appelés à devenir propriétaires des terres de leurs parents.

Dernière remarque au chapitre de la propriété. Il ne faut prendre de façon absolue les définitions établies plus haut. On a déjà vu qu'une terre d'héritage, si elle est formellement divisée, a légalement le même statut juridique qu'une terre achetée ; on a vu aussi qu'une terre achetée pouvait dans certains cas avoir été héritée par l'exploitant agricole, l'achat remontant à une ou deux générations ; de même le "lakou" ne désignera dans certains cas qu'un groupe résidentiel, une agglomération de cases sur une terre indivise ; et dans d'autres la totalité de l'habitation familiale au sein de laquelle l'habitat sera dispersé. Les termes définis recouvrent bien des lignes idéologiques opposées mais leur utilisation concrète dans le langage laisse place à une grande plasticité, à des interférences continues entre les termes de la loi et ceux de la coutume.

L'AFFERMAGE

On distingue deux modes d'affermage : la "fèm" proprement dite et le "pòtèk". La "fèm" porte sur une année ; le "pòtèk" sur plusieurs. La valeur des deux s'exprime en argent, en "goud". Les deux sont des contrats signés, sinon devant le chef de section, du moins devant l'un de ses assistants, le contrat spécifiant la localisation de la terre louée, la rente payée, la durée du contrat et le rythme des paiements. Il faut prendre garde de ne pas confondre fermier et propriétaire :

N. 1. M-anfèmé tè a nan min Klòd.

M-pran fèm nan min Klòd.

M-bay Klòd fèm tè a.

M-bay Klòd fèm.

2. *J'ai loué la terre de Claude.*

J'ai affermé ta terre de Claude.

J'ai loué la terre à Claude.

J'ai affermé la terre à Claude.

- O. 1. M-pran tè a pòtèk nan min Klòd.
M-bay Klòd tè a pòtèk.
2. *J'ai reçu la terre en pòtek de Claude.*
J'ai donné la terre en pòtek à Claude.

Il ne faut donc pas assimiler le "pòtèk" à l'hypothèque du code français ; le "pòtèk" n'est qu'un contrat de location portant sur plusieurs années et dont le paiement est immédiat. Ce contrat ne porte jamais sur plus de neuf ans. Ceci en vertu de la loi haïtienne qui exige du propriétaire qu'il réaffirme régulièrement son droit de propriété. Sinon le locataire pourrait dénoncer la terre 'à vacances' et se substituer au propriétaire du sol (en fait cette durée est actuellement de vingt ans ; on la désigne sous le nom de 'prescription vincennale'). Les contrats de location "pòtèk" portent toujours sur un nombre impair d'années sans que l'on puisse expliquer pourquoi ; on louera la terre pour trois, cinq, sept ou neuf ans. En général, la terre est louée de cette façon parce que son propriétaire a un besoin immédiat d'argent pour rencontrer les frais d'une maladie, pour réaliser convenablement un enterrement, pour faire une noce grandiose ou encore pour réunir les liquidités nécessaires au départ d'un parent pour l'étranger ; le "pòtèk" est rarement pour le propriétaire du sol ainsi loué une opération spéculative. On pourra demander à l'exploitant agricole les questions suivantes :'

- P. 1. Éské ou konn pran pòtèk nan min moun ?
Éské ou ginyin tè nan pòtèk ?
Éské ou ginyin tè pòtèk ou-ap travay ?
2. *Est-ce que tu prends des terres en location pòtèk ?*
As-tu donné des terres en location pòtek ?
Est-ce que tu travailles des terre que tu as
louées en pòtèk ?

- Q. 1. Si ou ginyin yon pòtèk pou bay m-ap pran !
2. *Si tu as un eterre que tu es disposé à louer
en pòtèk je la prends !*

On pourrait dans toutes les phrases précédentes substituer le mot 'ferme' au mot 'pòtèk'. La 'fèm' comme on l'a déjà dit est payée annuellement ; elle est plus répandue que le 'pòtèk' chez les gros propriétaires fonciers qui préfèrent de cette façon tirer un revenu sûr des terres marginales dont ils sont les propriétaires, ou encore des terres dont ils sont trop éloignés pour y assurer une gestion efficace. On peut ainsi demander à un gros propriétaire foncier le nombre de fermiers qui lui rendent compte :

- R. 1. Konbyin fèmyé ou gînyin ?
2. *Combien de fermiers avez-vous ?*

Il ne faut pas trop s'attendre à des réponses précises dans ce cas ; à moins bien sûr, d'avoir pu établir avec le propriétaire en question des relations particulièrement amicales.

Il est un cas où la 'fèm' supplante complètement le 'pòtèk' ; c'est celui des maisons ("kay") et des emplacements sur lesquelles elles sont bâties ("plasman kay la"). Les maisons et les emplacements sur lesquels elles sont construites sont loués à l'année ; on ne parlera dans ce cas que de 'fèm'. Il faut distinguer ici entre la propriété de la maison et celle de l'emplacement sur lequel elle est bâtie ; un individu peut avoir bâti lui-même sa case et en être le propriétaire tout en louant à l'année l'emplacement sur lequel elle est construite.

- S. 1. Mèt plasman kay la. Mèt kay la.
2. *Propriétaire de l'emplacement de la maison.
Propriétaire de la maison.*

Le prix de location d'une parcelle est évidemment influencé par les plantations qui auraient déjà pu y avoir été réalisées. Une terre déjà plantée en canne aura un prix plus élevé qu'une terre vide :

- T. 1. M-té ginyin yon té kann : jadin an té monté ;
m-ba-l pòtèk pou sink an ak tout kann nan ;
m-jouinn san dòla.
2. *J'avais une terre plantée en canne ;
le jardin était planté ;
je l'ai louée tout planté ;
cent dollars pour cinq ans.*

Non seulement la terre, mais les arbres fruitiers sont également objets de telles transactions et peuvent constituer une source de liquidités pour leur propriétaire. La plupart du temps on louera ces arbres à des marchandes :

- U. 1. M-bay kokoyé a pòtèk pour toua zan.
2. *J'ai loué ce cocotier pour trois ans.*

Dans le cas des arbres on ne parlera que de 'pòtèk'. On n'affirme pas un arbre ; on en achète la récolte :

- V. 1. M-achté rékòt la sou pyé.
2. *J'ai acheté la récolte sur pied.*

LE METAYAGE

Seuls les gros propriétaires fonciers urbains utilisent le terme « métayer » ou « colon ». On emploie plutôt le terme "dimouatyé". Ce terme renvoie au mode de partage des récoltes entre le propriétaire du sol et l'exploitant agricole : la moitié

au propriétaire, la moitié au travailleur. Tous les frais d'exploitation sont supportés par le travailleur. Le métayage se fait sans contrat. Il y a cependant une règle tacite suivant laquelle le 'demoitié' sera dédommagé au cas où le propriétaire reprendrait une terre déjà plantée et dont le métayer n'aurait pas joui.

Ce type d'arrangement existe entre proches parents ; un père confiera ses terres en métayage à l'un de ses fils par exemple ; dans ce cas, la comptabilité n'est pas rigoureuse et le métayer a le maximum de garanties. Parallèlement, un gros propriétaire qui cède ses terres en métayage aux gens du voisinage est bien souvent décrit comme un homme généreux, un "père" pour ces gens à qui il donne les moyens de vivre.

W. Ésk-ou travay té dimouatyé ?

Konbyin dimouatyé kap travay té ou a ?

M-pran té a dimouatyé nan min Klòd.

M-travay té a dimouatyé pou Klòd.

2. *Est-ce que tu travailles de la terre en métayage ?*

Combien de métayers travaillent ta terre ?

J'ai pris la terre en métayage des mains de Claude.

Je travaille la terre en métayage pour Claude.

Les métayers ne se plaindront pas moins de ce qu'ils ne participent aucunement aux frais de l'exploitation.

Il n'a été question jusqu'ici que du métayage portant sur la jouissance intégrale d'une parcelle. Il existe cependant une forme de métayage partiel, ne portant que sur une récolte, et particulièrement répandu dans la plaine : nous y reviendrons au prochain chapitre.

Dans le cas des terres louées ou exploitées en métayage ("fèm", "pòtèk", "dimouatyé") on recueillera le nom d'une personne qui est soit le propriétaire de qui l'on tient la terre, soit le travailleur à qui on l'a cédée ; il s'agira bien souvent d'une personne ne résidant pas dans la région où l'on travaille, d'une personne que l'on n'aura jamais l'occasion de rencontrer. Il serait bon au moment de l'enquête de préciser l'âge, le sexe, le lieu de résidence et l'occupation de cette personne :

X. 1. Nan min ki moun ou pran pôdèk la ?

Nan min Rozmin-n.

Rozmi-n, son gason ?

Non ! Rozmi-n yon fi.

Ki 1-aj li ?

Koté 1-rété ?

Sa 1-fè ?

2. *De qui est-ce tiens-tu ce pòtek ?*

De Rosemine.

Rosemine, c'est un garçon ?

Non ! Rosemine, c'est une fille !

Quel est son âge ?

Où habite-t-elle ?

Qu'est-ce qu'elle fait ?

Dans l'exemple plus haut on aurait pu substituer les mots "fèm nan" ou "di-mouatyé" à "pòdèk la".

Le schéma suivant récapitule les différents modes de tenure dont nous avons parlé dans les pages précédentes :

L'exploitation agricole en Haïti. Guide d'étude.

Chapitre V

LES MODES D'EXPLOITATION ET L'UTILISATION DU SOL

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne parlerons pas dans ce chapitre des transformations que l'exploitant agricole peut lui-même appliquer à ses productions ; nous nous limiterons à ce qui est directement lié à l'utilisation du sol.

LES DIFFICULTES DE LA RECHERCHE

La première d'entre elles est *la non-monétarisation d'un grand nombre de relations sociales de production*. Le paysan, retraçant l'histoire de son exploitation, ne retiendra comme dignes d'intérêt que ses déboursés, c'est-à-dire ce qui détermine sur le marché le coût de production de ses denrées, laissant de côté ou minimisant son propre effort ou celui qu'il aurait pu mobiliser, dans son voisinage, sur la base d'échange de services qui, eux, ne lui auraient rien coûté ; ou bien, il les décrira de façon si vague qu'il sera ensuite impossible d'établir les règles sous-jacentes à cette mobilisation de travail.

Le degré *d'incertitude affectant l'exploitation agricole* forme un deuxième obstacle et il est de taille, particulièrement en régime de micropropriété. Cette incertitude ne dépend pas uniquement de facteurs naturels (pluies, sécheresse) ;

elle découle souvent d'une pénurie de capital qui forcera le paysan à sous-utiliser sa terre ou à en retarder la mise en valeur, bien contre son gré. Elle découle également des complexités inhérentes à l'organisation de la production ; que l'on songe que pour planter un demi-hectare en bananiers, l'exploitant agricole devra acheter ses plants d'une dizaine de personnes différentes, souvent très éloignées les unes des autres ; cette complexité mise en rapport avec les résultats obtenus, souvent dérisoires, amènera le paysan à simplifier aux yeux d'un étranger, ses nombreuses démarches, ou à ne lui en révéler qu'une infime partie. Ainsi que le disait un exploitant agricole, "si l'on se mettait à calculer tout ce que nous coûte, en argent et en travail, la mise en valeur d'une parcelle, on se découragerait et l'on n'entreprendrait rien". Les décisions affectant l'utilisation du sol en régime de micropropriété sont bien souvent des décisions à court terme, prises en face de contraintes immédiates auxquelles on fait face les unes après les autres. Que certaines plantations soient faites dans un but spéculatif, c'est sûr ; le paysan a toujours produit pour un marché. et il est sensible aux fluctuations des prix ; mais il est rarement en position d'en profiter au maximum ; le caractère aléatoire de ces spéculations peut expliquer la réticence du petit producteur à parler de l'avenir, à comptabiliser son effort.

Ajoutons l'obsession du secret et la peur de voir les autres connaître ses affaires, derrière laquelle on trouvera rarement la fortune qu'une telle attitude est censée dissimuler, mais plutôt le souci de préserver son statut et sa dignité.

L'idéal serait d'avoir pour chaque exploitation un compte-rendu détaillé du mode d'exploitation de chacune de ses parcelles ; il ne faut pas se faire d'illusions, c'est rarement possible. On pourra conduire des entrevues en profondeur sur un nombre restreint de parcelles, choisies pour leur représentativité ; pour les autres, il faudra se contenter de données sommaires sur le calendrier agricole, sur l'utilisation ou non de main d'oeuvre salariée en fonction des quatre grands types de tâches agricoles que constituent la préparation du sol, la plantation, le sarclage et la récolte. Est-il besoin de souligner que rien ne remplace l'observation directe...

L'OUTILLAGE AGRICOLE LIÉ A L'EXPLOITATION

Il est simple ; le mot "zouti" peut ici désigner l'ensemble des instruments aratoires ; on utilise la houe ("rou-a"), la machette ('manchèt'), la fourche ("fouch"), la faucille ("kouto digo" ou "sèlpèt") et le bâton à fouir ("baton"). La houe est l'instrument aratoire le plus répandu :

- A. 1. Ou ginyin rou la kay ou ?
- 2. *Vous avez une houe à la maison ?*

Travailler à la houe se dit "mangnin rou". Il faut cependant prendre garde à cette expression qui est souvent injurieuse comme dans l'expression "nèg rou" où elle équivaut à traiter quelqu'un de barbare. On procédera de la façon suivante pour déterminer si quelqu'un utilise lui-même cet instrument dans son travail :

- B. 1. Eské sé ou-minm ak pròp min ou ki travay tè a ?
Sé mouin minm ak pròp min mouin.
Sé ou ki mangnin rou a ?
- 2. *Est-ce que vous travaillez la terre de vos propres mains ?*
Oui ; de mes propres mains.
C'est vous qui tenez la houe ?

Cette question est importante ; l'expression 'travailler soi-même sa terre' ("sé mouin minm ki travay tè a") ne permet de distinguer que des modes de faire valoir : par exemple le métayage et le faire valoir direct ; elle ne permet pas de distinguer si l'individu gère effectivement des propriétés qu'il exploiterait en faisant appel au travail salarié ou des parcelles sur lesquelles il dépenserait lui-même sa force de travail :

- C. 1. Sé ou minm ki travay tè a ?
Sé mouin minm.
Ak min ou ?
Sé ou ki mangnin rou ?
Non ! M-achté jouné.
2. *Vous travaillez vos terres vous-même ?*
oui.
De vos propres mains ?
C'est vous qui tenez la houe ?
Non ! J'engage des gens.

La houe est utilisée pour la préparation des sols, le labourage et les sarclages en profondeur. L'usage de la fourche est moins répandu : on s'en sert pour préparer les sols et pour certains types de labourage en terrain particulièrement dur :

- D. 1. Ki jan yo sèvi ak fouch ?
Pou nètouayé tè a/
pou yo piké tè a lè 1-di.
2. *Quand se sert-on de la fourche ?*
Pour préparer le sot,
pour l'amollir lorsqu'il est dur.

La machette est l'outil universel ; on s'en sert pour creuser les trous au moment des plantations ("fouyé tou"), pour dégager les plants de bananiers, pour tronçonner les plants de manioc, pour couper la canne. Avec la houe, c'est l'instrument le plus répandu ; on lui fait constamment appel

La faucille sert d'abord au sarclage, comme dans l'exemple suivant extrait d'un chant vodouesque :

- E. 1. "Kouto digo nan min-m makout mouin sou do m-ap séklé".
2. *"Faucille en main, sac sur le dos, je sarcle"*.

Le bâton servira pour certaines plantations : pois, maïs. Cet outillage rudimentaire est le plus souvent acheté à Port-au-Prince. Des petits forgerons ("bòs fòy") en assurent l'entretien.

La propriété d'animaux de trait ou de véhicules de transport liés à l'exploitation agricole est ici plus significative. Ces animaux ou véhicules non seulement remplissent un rôle important au niveau de l'exploitation de celui qui les possède, mais peuvent être loués à des voisins moins fortunés et constituer pour leur propriétaire une source appréciable de revenu. Les principaux animaux de trait sont le cheval ("choual"), le mulet ("milèt"), l'âne ("bourik") et le boeuf ("bèf") ; le boeuf est parfois utilisé pour actionner des moulins à canne archaïques ; ces derniers sont cependant en voie de disparition ; les animaux de trait ne servent plus guère qu'au transport. Les charrettes à deux roues tirées par un attelage de deux ou quatre boeufs s'appellent ("kabouèt"). L'usage de la houe est si répandu que même le tracteur ("trakteù") n'est souvent utilisé que pour transporter les cannes ; il n'y a guère que sur les grandes exploitations de l'est de la plaine que l'on s'en sert pour les labours. Les remorques d'acier tirées par les tracteurs et servant au transport des cannes se nomment "tréleù" (trailer) ; on désignera les trois ou quatre compartiments d'une telle remorque sous le nom de "pak" ; c'est ainsi que l'on désigne également les subdivisions des wagons d'un train. Le dénombrement des animaux de trait et des véhicules de transport possédés par les exploitants agricoles est essentiel et ne pose pas de problèmes :

- F. 1. Konbyin kabouèt ki nan min ou ?
Esk-ou ginyin milèt ? Konbyin milèt ?
Ou kònn loué yo ?
2. *Combien de cabrouets possédez-vous ?*
Est-ce que vous avez des mulets ? Combien ?
Avez-vous l'habitude de les louer ?

LES DÉPENSES D'EXPLOITATION

La mise en valeur d'une exploitation agricole suppose la plupart du temps des dépenses : achat de plants et de semences, achat de main-d'oeuvre, achat de nourriture dans le cas des formes non-monétarisées de recrutement du travail. Ces dépenses renvoient à l'existence d'un capital. Il existe toute une série d'expressions tournant autour des modes d'utilisation et de constitution de ce capital que l'on nomme en créole "manman lajan" ou "fon". On oppose le prêt ("prêté") et l'es-compte ("èskonté") ; le premier ne porte pas intérêt et se pratique entre bons amis ou proches parents ; le second porte toujours intérêt. Le mot 'intérêt' se traduit par "bénéfis" ou "pitit lajan" (les enfants de l'argent) ; l'argent prêté à des taux usuraires se dit "lajan ponya" ou "ponya" seul. Quant au fonds de roulement, c'est "lajan dèyô". Le mot "kòb" désigne d'abord les pièces métalliques mais il est souvent synonyme du mot argent.

- G. 1. M-achté di dòla sémans ;
 m-jouinn vin dòla nan rékòt la/
 m-ginyin di dòla bénéfis/
 prémyé di dòla a yo rélé-1 manman lajan/
 mouin rantré manman lajan mouin ak bénéfis.
2. *J'ai acheté dix dollars de semences ;
 la récolte me rapporte vingt dollars ;
 j'ai donc dix dollars de bénéfices.
 Le premier dix dollars, c'est lui qu'on appelle manman l'argent' ;
 j'ai récupéré mon investissement et un profit.*

Le terme "manman lajan" peut se traduire par capital mais il signifie plus exactement un capital investi. Les mots intérêt sur le capital et profit s'expriment par le même terme.

Le mot "fon" a une signification plus générale et renvoie à un capital quelconque :

- H. 1. M-mèt tout fon mouin dèyô.
M-mèt tout fon mouin nan té sa a.
M-mèt tout lajan mouin nan kòmès.
2. *J'ai engagé tout mon capital.*
J'ai engagé tout mon capital dans cette terre.
J'ai mis tout mon argent dans le commerce.

Dans les cas d'un prélèvement forcé sur le capital engagé, on dira :

- I. 1. M-gaté manman lajan (m-déranjé manman. lajan).
Ki jan ou gaté manman lajan ou a ?
M-rétiré la dan-n.
2. *.J'ai dérangé mon capital.*
Comment ? Dérangé ton capital ?
J'ai dû en retirer une partie.

Par contre, une personne dont les affaires vont mieux laissera son capital engagé intact, se contentant d'en prélever les intérêts :

- J. 1. Mouin rantré bénéfis la/
maman lajan toujou dèyô.
2. *Je ramasse les bénéfices*
sans toucher à mon capital.

Pour revenir à l'exploitation agricole, il sera relativement facile d'obtenir pour chaque parcelle un compte-rendu détaillé des investissements faits par le paysan ; on partira de l'état actuel de la parcelle, au moment de l'enquête, pour déterminer les dépenses occasionnées par les plantations qu'on y trouvera. Il sera beaucoup

plus ardu de connaître la façon dont le paysan aura pu rassembler le capital nécessaire à l'exploitation ; multiplicité des sources, gêne bien naturelle à révéler l'état de ses dettes. On commencera par des questions d'ordre très général ; a-t-il emprunté de l'argent pour mettre sa terre en valeur ? Si oui, on pourra ensuite lui demander à quelles conditions et des mains de qui. Si l'informateur est réticent à parler de ces questions, on abandonnera le sujet plutôt que de compromettre le reste du questionnaire. Seuls les paysans avec qui on aura pu établir des rapports très personnalisés pourront donner des renseignements dignes de valeur sur ce sujet.

- K. 1. Konbyin kòb ou té dépansé pou monté jadin an ?
 Esk-ou té prêté lajan nan min moun ?
 Esk-ou té èskonté lajan nan min moun ?
 Ki jan ou té sanblé lajan pou monté jadin an ?

2. *Combien d'argent as-tu dépensé pour monter ton jardin ?*
Est-ce que tu as emprunté de l'argent ?
Est-ce que tu as escompté de l'argent ?
Comment as-tu rassemblé l'argent nécessaire
pour monter le jardin ?

- L. 1. Nan ki kondisyon ou eskonté lajan sa a ?
 Chak samdi sé pou m-bay mèt lajan sink goud/
 manman lajan rét nan min-m/
 dépi m-rémit mèt kòb la manman lajan ni
 ak tut bénéfis yo/
 m-pa doué-1 ankè.

2. *A quelles conditions avez-vous escompté cet argent ?*
Chaque samedi, je dois remettre cinq gourdes au prêteur
l'argent qu'il m'a prêté me reste entre les mains.
Dès que je lui remets son capital avec tous les intérêts
je ne lui dois plus rien.

Bien des dettes vont cependant échapper à cette stricte comptabilité que suscite l'usure. C'est le cas notamment du travail à crédit pour des parents ou des voisins avec qui l'on s'entend particulièrement bien ; c'est le cas aussi des prêts sans intérêt.

S'il a besoin de faire labourer une parcelle, un paysan à court de capital peut demander l'aide de son frère ; ce dernier commencera à travailler sans qu'aucun prix n'ait été fixé au préalable ; si le travail est particulièrement dur, le propriétaire de la parcelle pourra amener la question sur le tapis en suggérant à son frère d'estimer lui-même la valeur de son travail ; ce dernier esquivera vraisemblablement la question par gêne ("ront"), de telles considérations n'étant pas de mise lorsqu'on est proche parent. Le propriétaire pourra insister et fixer lui-même un prix qu'il estimera raisonnable ; le paiement de la somme pourra cependant être indéfiniment retardé, et son remboursement prendre une infinité de formes : achat de vêtements, prise en charge d'un enfant du travailleur, réciprocité en travail, argent.

Le "prè" a également ceci de particulier que le moment du remboursement n'est pas fixé. Pour les gagne-petit, ces prêts sont en fait une forme d'épargne ; on confie un montant d'argent à un parent en qui on a confiance et qui le "fera travailler" ; on le réclamera lorsqu'on en aura besoin. Pour les gros, le prêt est plutôt un acte de générosité, une façon de se subordonner une clientèle ; on le remboursera lorsqu'on pourra.

L'enquête par questionnaire fera difficilement ressortir ces pratiques essentielles au fonctionnement de l'exploitation agricole. Par le biais des gérances, elles débordent le cadre de la petite propriété pour devenir un élément nécessaire au fonctionnement des grandes exploitations.

M. 1. Li ba-m kinz goud kinbé pou li.
Li prèté-m san goud.

2. *Il m'a confié quinze gourdes.*
Il m'a prêté cent gourdes.

LES MODES DE RECRUTEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE

Suivant le mode de paiement, le travail salarié revêt deux formes : travail à la journée ("achté jouné" et "pran jouné"), travail à la tâche ("bay anpèyan" et "pran anpèyan").

La journée comprend deux parties ("demi jounè"). Le matin, de sept heures à midi ; l'après-midi, de une heure à trois. On donne aux hommes une heure pour le repas de midi, c'est le "paré midi". En 1973, le prix d'une journée dans la région de Carrefour-du-Fort, était de trois gourdes ou 0.60 cents ; si l'exploitant agricole donnait à manger aux travailleurs, ce prix pouvait même descendre à deux gourdes ("dé goud").

"L'anpèyan" désigne le travail au forfait ; l'exploitant s'entend avec le travailleur et l'on fixe un prix pour la réalisation d'une tâche spécifique. On donne au travailleur une petite avance ("avaloua"), le reste lui étant versé une fois le travail terminé. Il existe autant de types d'anpèyan que de tâches agricoles : on distinguera notamment l'anpèyan "bité" (labourage) et l'anpèyan "séklé" (sarclage).

Si l'achat de journées domine pour les plantations, le travail au forfait est le plus utilisé pour les labours et les sarclages. Le travailleur quant à lui préfère le travail au forfait au travail à la journée ; il reste relativement libre d'organiser son travail comme il l'entend, il peut multiplier le nombre de ses engagements en faisant appel aux membres de sa famille pour l'aider, et il touchera toujours un bon montant à la fin ("on kòb an plin") ; s'il ne travaille qu'à la journée, son argent est dépensé avant même qu'il ne l'ait en poche.

- N. 1. Ésk-ou kònn bay anpèyan ?
Ésk-ou kònn pran anpèyan ?
Ésk-ou achté jouné ?
Ésk-ou pran jouné ?

2. *Est-ce que vous donnez 'anpeyan' ?*
Est-ce que vous prenez 'anpeyan' ?
Est-ce que vous achetez des journées ?
Est-ce que vous prenez des journées ?

Il ne faut pas se contenter ici d'affirmations générales. Il faudra amener le paysan à préciser les circonstances dans lesquelles il optera pour une forme plutôt qu'une autre. Pour chaque parcelle ou pour celles que l'on aura décidé d'étudier en profondeur, on aura donc une liste de tâches accomplies, la façon dont chacune a été réalisée et les déboursés impliqués

- O. 1. M-bay yon anpèyan bité/
sinkant goud/
m-fé séklé tè a/
m-achté jouné.
2. *Pour labourer, j'ai donné un anpeyan*
de cinquante gourdes ;
pour sarcler la terre
j'ai acheté des journées.

Celui qui donne "anpèyan" ou achète des journées est habituellement considéré dans son voisinage comme un gros travailleur ou du moins a-t-il des biens. Le travailleur salarié quant à lui est toujours un sans-terre ou un très petit propriétaire, une personne dont le statut est généralement bas. Cherchant à savoir si l'exploitant agricole vend parfois sa force de travail dans la région, on recueillera parfois cette réponse indignée :

- P. 1. M-p-ap pran anpèyan nan min pyès moun/
yo ta palé-m mal.

2. *Je ne prends de jobs de personne/
on dirait du mat de moi.*

Ce qui ne signifie pas que la personne en question ne travaille jamais pour autrui, mais qu'elle ne le fait pas pour l'argent. Elle le fera sur une base d'échanges réciproques de services que l'amitié même interdira de comptabiliser, et à l'intérieur duquel elle préservera toujours son autonomie. Ou encore à l'intérieur d'un groupe familial étendu, hiérarchisé en termes de revenu et de statut certes, mais auquel elle s'identifiera.

Cela nous amène à parler des *forme non-monétarisées d'organisation du travail*. Ce sont certainement les plus difficiles à saisir au cours d'une enquête opérée par questionnaire ; il faudra compléter les réponses du questionnaire avec des observations directes de groupes de travail en activité.

La plus célèbre de ces formes est le *coumbite* que l'on appelle à Léogane "kòrvé". Il s'agit d'un grand rassemblement d'individus (une vingtaine) appelés à travailler sur la parcelle d'un gros propriétaire qui les paiera généreusement en nourriture et boissons alcoolisées ("klèrin"). Bien que disparaissant peu à peu devant l'importance grandissante du travail salarié, la "corvée" existe toujours.

Q. 1. Esk-ou kônn fè kòrvé ?
 Lé m-planté tè a/
 m mandé abitan lokalité a konkou/
 m-té fè yon ti kôvé/
 m-pat dépensé anpil/
 matin m-té anni sèvi yo yon ti ransyon
 avèk yon ti kafé/
 épi aprè midi m-té ba yo yon mai moulin
 ak poua zaboka.

2. *Est-ce que vous faites des corvées ?
 Lorsque j'ai planté la parcelle,
 j'ai demandé concours aux gens du voisinage ;
 j'ai fait une petite corvée.*

*Je n'ai pas dépensé beaucoup ;
le matin je leur ai donné une petite ration,
un peu de café.
L'après-midi je leur ai servi de la farine de maïs
avec des pois et des avocats.*

La forme la plus répandue de mobilisation du travail au sein des petites exploitations reste le coup de main ("koutmin") : "aujourd'hui tu travailles dans mon jardin ; demain je travaille dans le tien". On précisera qu'on ne travaille pas pour l'argent mais que l'on se rend mutuellement service. La constitution de tels groupes de travail est fluctuante mais les mêmes personnes tendent toujours à se retrouver ensemble.

- R. 1. Konbyin kòb ou té pèyé moun yo ?
M-pat ba yo kòb/
yo té rand mouin sèvis.
Jòdi-a m-t al bay Klòd yon koutmin.
2. *Combien as-tu payé les gens ?*
Je ne les ai pas payés/
ils me rendaient service.
Aujourd'hui, je suis allé
donner un coup de main à Claude.

Autre forme non monétarisée de paiement : le paiement par "ransyon" ('ratio-n') ou par "lo". Cette forme de paiement en nature se pratique surtout au moment des récoltes de patates et de maïs qui amènent souvent de grands rassemblements de travailleurs ; on leur remettra un lot de patates ou un tas de maïs, pour les récompenser de leur peine :

- S. 1. M-bay moun yon ransyon patat.
2. *J'ai donné à chacun une ration de patates.*

Il faut enfin mentionner pour ce qui est de la culture de la canne, une association métayage/travail salarié particulièrement profitable aux propriétaires de terres à canne. On donnera à planter une parcelle en patates à des métayers (demoitiés) qui à cette fin opéreront eux-mêmes tous les travaux de labourage sans que ceux-ci ne coûtent rien au propriétaire du sol ; ce dernier engagera par la suite du travail salarié pour planter la canne dans les canaux ("nan kanal la"). La moitié des patates reviendra au propriétaire du sol qui recueillera d'autre part la totalité de la canne sans avoir eu à déboursier quoi que ce soit pour le labourage. Ce mode d'exploitation est très répandu dans la plaine de Léogane même sur les grandes exploitations d'un seul tenant.

- T. 1. Ki Jan ou planté té kann ou yo ?
M-bay té a dimouatyé planté patat/
M-achté jouné,
m-planté kann nan kanal la.
2. *Comment plantez-vous vos terres à canne ?*
Je donne la terre à planter en patates
à des demoitiés,
j'achète des journées
pour planter la canne dans le canal.

Sur beaucoup de grandes exploitations on trouvera un grand nombre de ces métayers que l'on nommera dérisoirement "vòlan" ou encore "sara" ; ils sont là aujourd'hui, demain ils seront partis. Ces métayers aligneront les buttes de leur portion respective dans des sens différents pour permettre de bien les distinguer les unes des autres ; les sillons formeront ainsi des rectangles que l'on appellera "planch" ou encore "panno".

- U. 1. Yon panno ginyin vint sink-trant bit.
2. *Un 'panneau' contient vingt-cinq trente sillons.*

Enfin, particulièrement sur les grandes exploitations, il faudra s'enquérir de la présence ou non de gérants ("Jéran"). Un gérant est l'homme à qui un propriétaire absentéiste confie la gestion de ses terres ; il peut être un salarié à temps plein ou encore le premier des métayers d'un gros propriétaire foncier, celui à qui tous les autres rendent compte. Dans les deux cas, le gérant est aussi un petit paysan qui étendra aux grandes exploitations dont il s'est vu confier la responsabilité, les modes d'exploitation utilisés par la paysannerie parcellaire dont il est issu.

- V. 1. Ésk-ou ginyin jéran k-ap `òkipé té ou yo ?
Sé pèyi-l ou pèyé-l ?
Ou si sé té ou ba-l travay dimouatyé ?
2. *Avez-vous des gérants pour surveiller vos terres ?
Vous le payez ?
ou lui donnez-vous des terres à travailler en métayage ?*

LES TÂCHES AGRICOLES

La préparation du sol est sommaire. On rassemble les mauvaises herbes et les petits arbustes qui auraient eu le temps de pousser sur la parcelle laissée en jachère ; on y met le feu. On dit "dégraté té a".

- W. 1. M-bay dégraté té a/
sanblé boukan.
M-pral limé boukan sou té a.
2. *J'ai donné la terre à sarcler
et fait rassembler toutes les herbes
auxquelles on mettra le feu.
Je vais allumer un 'boucan' sur la terre.*

Les excréments des boeufs qu'on aura laissé paître sur la terre formeront la plupart du temps le seul engrais ("fimyé") utilisé. On cherche à répandre l'usage d'engrais artificiels dans la plaine ; on pourra demander :

- X. 1. Ésk-ou mèt fimyé nan té a ?
Koté ou achte-l ?
Konbyin 1-kouté ou ?
2. *Est-ce que tu ajoutes de l'engrais à la terre ?*
Où l'achètes-tu ?
Combien te coûte-t-il ?

Pour déterminer le rythme des jachères, on pourra demander :

- Y. 1. Ésk-ou kité té a pozé ?
Ki lè ou té kité té a pozé ?
Konbyin moua ou kitè-1 pozé ?
2. *Est-ce que vous laissez la terre en jachère ?*
Quand avez-vous laissé cette terre en jachère ?
Combien de mois l'avez-vous fait reposer ?

Une fois la terre préparée commence le labourage. On dira "bité té a" lorsqu'on utilisera la houe. On dira "fouchté té a" si on utilise la fourche. On dira "ka-ròté té a" dans le cas de labours superficiels de place en place. La terre est alors prête à être plantée. On dit "planté té a". A la volée se dit "smé" ; c'est le cas le plus souvent du millet. Par contre on dira toujours "planté poua" ou "planté mǎi" ou "planté kann" ; dans ce cas, on creuse un trou dans lequel on dépose les graines ou le plant et l'on recouvre ensuite le plus souvent avec le pied. Ces trois gestes forment un ensemble comme dans la phrase suivante :

- Z. 1. M-bay fouyé tou planté kann.
M-bay fouyé tou planté mai.
2. *J'ai fait faire des trous et planter la canne.*
J'ai fait faire des trous et planter le maïs.

Pour la patate, on utilisera le terme "kouvri" :

- AA. 1. M-pral kouvri patat.
2. *Je vais planter des patates.*

Pour le manioc, on dira "fouyé tou" :

- BB. 1. M-pral fouyé tou mangnôk.
2. *Je vais planter du manioc (ou plus précisément :
je vais creuser des fosses à manioc).*

Dans les deux derniers exemples, on emploiera les termes de "kouvri" ou "fouyé ton" plutôt que "planté".

Le tableau qui suit rassemble pour un certain nombre de plantes cultivées dans la plaine, les renseignements suivants : nom de la plante, nom de son plant, unités de mesure permettant de quantifier le nombre et le coût des plants, unités de mesure permettant d'estimer la valeur de la récolte. Ce tableau appelle quelques commentaires.

TABLEAU 1.

<i>Nom plante</i>	<i>Nom plant</i>	<i>Unités de mesure (plantations)</i>	<i>Unités de mesure (récoltes)</i>
patat	boua patat	Pakèt chay ou sak dé bò	Pangnié sak
mangnòk	boua mangnòk	Pakèt chay	Pangnié sak
kann	plan kann	chay	Kabouèt pak tréleu tòn (HASCO) doum siro (distilleries)
bannann	plan bannann	Chay douzên	régim
pitimi	grèn pitimi	ti mamit gouo mamit	Mamit barik kalbas
mai	grèn mai	ti mamit gouo mamit	mamit barik kalbas
diri	grèn diri	ti mamit gouo mamit	mamit barik kalbas
poua	grèn poua	ti mamit gouo mamit	mamit barik kalbas

Les mesures peuvent varier d'une région à l'autre et il est préférable d'opérer quelques vérifications avant de les utiliser ⁴. Pour les grains, la marmite est l'unité le plus fréquemment utilisée ; la "barik" contient quarante grosses marmites. À Léogane, une grosse marmite contient cinq petites marmites et demie, mais la grosse marmite des mornes contient toujours plus que celle de la plaine : elle peut donner six ou même sept petites marmites. Sidney Mintz a déjà souligné ce manque de standardisation, à Fonds-des-Nègres ⁵.

Il est rare qu'un exploitant ait à acheter des plants de patate ou de manioc ; la plupart du temps, un voisin ou un ami lui en fera cadeau. Dans la plaine, où la patate accompagne la croissance de la canne et du bananier, les plants de patate abondent et ne sont guère vendus qu'aux habitants des mornes ; ils servent également à l'alimentation du bétail et des porcs. Le coût des plants de canne est bas ; celui des souches de bananier est par contre plus élevé ; particulièrement en période de sécheresse. La "calebasse" est le récipient dans lequel on remise les grains nécessaires au réensemencement ; bien souvent cependant, aucune réserve ne sera faite à cette fin et le paysan le temps venu de planter, achètera les graines au marché.

CC. 1. Konbyin mamit poua ou planté nan tè a ?

M-achté sink mamit poua.

Konbyin ou péyé chak mamit ?

M-péyé di goud kinz mamit.

2. *Combien de marmites de pois avez-vous planté ?*

J'ai acheté cinq marmites.

Combien avez-vous payé chaque marmite ?

J'ai payé deux gourdes quinze centimes par marmite.

⁴ On trouvera dans la documentation interne de l'Institut Interaméricain des Sciences Agricoles, une liste des principales unités de mesure utilisées en Haïti et leur équivalent approximatif en volume ou poids métrique.

⁵ Mintz, S.W. : "Standards of Value and Units of Measure in the Fond-des-Nègres Market Place, Haiti", *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 91, Part 1, 1961, pp.23-38.

Les plantations terminées, on fera deux ou trois sarclages. On dit en créole "séklé", ou encore "propté", ou encore "nétouayé". L'expression "séklé tè a" désigne le plus souvent un sarclage soigné, réalisé à la houe ; pour désigner un sarclage superficiel, on parlera d'un "pasé min".

Le terme récolte se dit "rékèt". La patate et le manioc se vendent par panier ou par sac. Les grains se vendent par marmites ou barriques. La valeur du maïs récolté peut aussi s'exprimer en "ian" (liane) ; on attache les épis par deux ou par quatre ("makòn") et l'on en fait un énorme paquet que l'on hissera au moyen d'une liane au sommet d'un arbre, le plus souvent un "palmiste" ; le maïs y sèchera et on le consommera au fur et à mesure des besoins ; une liane peut contenir de 100 à 150 makornes. C'est dans les grains que l'on pourra estimer avec le plus de facilité les quantités qui sont produites pour le marché, celles qui sont autoconsommées et celles qui sont mises de côté pour réensemencement.

DD. 1. Konbyin mamit ou rékolté ?

M-rékolté toua barik poua.

2. *Combien de marmites avez-vous récolté ?*

J'ai récolté trois barriques de pois.

EE. 1. Nan toua barik poua sa yo, sa ou séré pou ou,
sa ou vann nan maché ?

2. *De ces trois barriques, combien avez-vous gardé pour vous
et combien avez-vous vendu au marché ?*

Il est plus difficile d'estimer ces proportions pour la banane, la récolte ne se faisant jamais en bloc. En tenant compte du nombre de souches plantées sur une surface donnée, duquel on déduit un coefficient de perte pour celles qui se sont desséchées ou que le vent a jeté à terre, et du temps moyen pris par un bananier pour produire un régime, on peut cependant estimer la production globale.

Pour la canne, l'évaluation de la récolte varie selon les réseaux de commercialisation dans lesquels elle s'insère. Il y en a deux principaux : celui du sucre et celui du "clairin" (alcool). Dans le premier cas, il est facile de connaître la quantité vendue à la compagnie sucrière (HASCO) puisque celle-ci paie à la tonne.

Dans le second, celui de la vente aux distilleries ("gildiv") on devra utiliser un autre type de données ; le nombre de cabrouets ou de remorques ("tréleu") chargés par les coupeurs peut donner une indication ; le nombre de barils de "siro" (le jus de canne extrait au moulin) que l'on aura obtenu à partir de la canne récoltée peut également donner un indice, quoique la teneur de la canne en jus varie selon les saisons et la rapidité avec laquelle elle est broyée après la coupe. La multiplicité et la dispersion des exploitations agricoles a fait surgir entre le distillateur et l'exploitant, un intermédiaire, le commerçant en canne. Celui-ci achète au paysan la totalité de la récolte sur pied ; il assume dès lors tous les frais de coupe, de moulin (extraction du jus) et de transport (transport de la canne au moulin puis du jus de canne à la distillerie) tirant son bénéfice de la différence entre le prix d'achat de la canne à l'exploitant agricole et le prix de vente du jus extrait de cette même canne au distillateur. Dans ce cas, le paysan ignore souvent la quantité de canne récoltée ; le seul renseignement qu'il puisse donner est alors le montant qui lui a été payé comptant par le commerçant. Par contre s'il assume lui-même tous ces frais et traite directement avec le distillateur, il peut donner des renseignements plus précis. Notons que la canne est la seule denrée dont le commerce a toujours été libre en Haïti ; le privilège d'achat et de vente de toutes les autres denrées est lié à la possession d'une patente émise par les autorités. Le but principal de cette réglementation était à l'origine de distinguer nettement les paysans des commerçants.

Les coupeurs de canne sont payés à raison d'un montant fixe par cabrouet ou "tréleu" qu'ils chargent. En 1973, le montant payé par cabrouet variait, dans la plaine de Léogane, entre une gourde vingt cinq centimes et deux gourdes ; le montant payé par "tréleu" était de six gourdes. Les hommes travaillent habituellement par paire : l'un coupe pendant que l'autre charge le véhicule. Le chef d'équipe reçoit normalement un petit supplément ; c'est lui qui recrute les coupeurs et dirige leur travail. Dans les cas où la canne est transportée par bête de somme, les travailleurs reçoivent un montant fixe par barrique de "sirop" obtenue ; c'est le chef d'équipe qui en contrôle le nombre, reçoit le plein montant et donne ensuite à chacun ce qui lui est dû ; en 1973, ce montant était de trois gourdes par barrique de "sirop". Les coupeurs jouissent également, pour une certaine période, d'un droit de pacage sur les terres de celui dont ils ont coupé les cannes. La récolte peut impliquer la location de moyens de transport : âne ("bourik"), mu-

let, cheval, cabrouet ou "tréleu". Le tableau qui suit donne une idée de leurs coûts respectifs en gourdes et par jour.

TABLEAU 2.

<i>Moyen de transport</i>	<i>Salaire du conducteur</i>	<i>Loyer payé au propriétaire</i>	<i>TOTAL</i>
bourik	0.25	0.75	1.00
cheval	0.40	0.10	1.50
mulet	0.50	1.50	2.00
cabrouet	1.50	3.00	4.50
tréleu	—	—	20.00

En ce qui concerne la canne de distillerie, ce sont les frais de moulin qui représentent la plus lourde charge pour les planteurs ou pour les commerçants qui n'en ont pas la propriété. Il s'agit d'abord du salaire des personnes attachées au fonctionnement du moulin ("l'atelier") ; suivant la capacité de broyage des différents moulins de la plaine, ces frais d'atelier variaient entre vingt-cinq et soixante gourdes. Mais les frais tiennent surtout à ce qu'il est convenu d'appeler "la part du cinquième" : 20% du sirop de canne extrait dans un moulin revient à son propriétaire. Tous ces frais font partie de la définition des coûts d'exploitation et doivent être soigneusement notés.

L'EXPLOITATION AGRICOLE EN HAÏTI.

Guide d'étude.

ANNEXE

***DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES OPÉRATIONS
ENTOURANT LA MISE EN VALEUR D'UNE PARCELLE***

[Retour à la table des matières](#)

Située sur l'habitation Cotin, à proximité de Carrefour-du-Fort dans la plaine de Léogane la parcelle a une superficie de 0,60 carreau et est plantée en bananiers. Propriété de deux soeurs, elle est exploitée par un métayer, Claude, qui est assistant du chef de section.

1. Clôture du jardin

Avec des "pingouins" (sorte de cactée) Claude boucha lui-même deux ouvertures pour empêcher les gens de s'introduire dans le jardin.

TOTAL 0.00 gourde

2. Butage

Le butage fut fait par Daniel, frère de Claude, entièrement à la houe et Daniel se fit aider de deux camarades. Le travail s'étala sur douze jours (9/6/73 au 21/6/73).

Aucun salaire ne fut fixé au préalable. Claude était plus ou moins gêné de discuter prix avec son frère. Lorsque, au troisième jour, il voulut aborder la question, Daniel esquiva la réponse en disant que de telles considérations n'étaient pas de mise entre proches parents, qu'il accepterait ce dont Claude serait capable. Le travail étant particulièrement pénible, de par la dureté du sol, Claude lui dit qu'il lui donnerait d'abord soixante-cinq gourdes pour la moitié du jardin qu'il avait presque terminée. Il calcula qu'entre trente et quarante gourdes serait nécessaires pour le reste. Aucun paiement ne fut cependant fait. Il s'agissait plus ou moins d'une dette que Claude rembourserait à son frère lorsqu'il le pourrait. Daniel venait de rentrer de Saint-Domingue ; sur les économies qu'il avait faites, il prêta soixante-quinze gourdes à Claude. Il lui confia également une somme de dix-huit gourdes qu'il venait de réaliser grâce à la vente d'une chèvre. Le montant total avancé à Claude par son jeune frère se montait donc à quatre-vingt-treize gourdes. Daniel savait que son frère, par les relations qu'il avait dans le quartier, pourrait lui rendre cet argent lorsqu'il en aurait besoin : il s'agissait pour lui d'une forme d'épargne. Cet argent servit surtout à l'achat des plants.

TOTAL 95.00 gourdes

3. Achat des plants de bananier

a/ 24 plants (banane barrique et banane musqué) achetés à J., résident sur Cotin, pour la somme de 2 gourdes. J. les apporta lui-même chez Claude qui les transporta ensuite au jardin.

2.00 gourdes

b/ 48 plants (banane pauban) achetés de M., résident sur Cotin, pour 3 gourdes. Claude donna 0.30 g à un enfant du quartier qui alla les chercher sur un âne prêté par une voisine.

3.30 gourdes

c/ 48 plants (banane pauban) achetés à L., résidente de Barrière Jeudy. L. les envoya elle-même chez Claude.

3.50 gourdes

d/ 100 plants (banane musqué) achetés à D., paysan de l'Acul, pour la somme de 10.00 gourdes. Claude dut envoyer un âne à cinq reprises pour les transporter au jardin, en deux jours. Le premier jour il put emprunter l'animal d'une voisine ; le second, il dut le louer.

11.50 gourdes

e/ 60 plants (banane musqué) achetés à G., résident à l'Acul. En fait G. lui en fit cadeau ; Claude dessoucha lui-même les plants et paya un assistant 1 gourde. Il loua ensuite un mulet pour les transporter.

2.50 gourdes

f/ 12 plants (banane barrique) achetés à V., de Barrière Jeudy. C. avait là une parcelle voisine de la sienne. Deux enfants du quartier les portèrent pour lui.

0.75 gourde

g/ 30 plants (banane musqué) achetés à B., de Bois-L'étang. Comme assistant du chef de section Claude y avait juridiction. B. apporta les plants lui-même chez Claude.

3.00 gourdes

h/ 100 plants (banane musqué) achetés à 0.10 l'unité chez une personne de l'Acul, E. Un secrétaire de Claude, R., alla les chercher pour 2 gourdes 75. Claude utilisa le mulet d'un voisin en lui promettant de l'attacher dans un pâturage auquel il avait accès.

12.75 gourdes

i/ 30 plants (banane barrique) également achetés d'E. (cf. h) et transportés par F. avec les cent autres.

3.00 gourdes

j/ 50 plants (banane musqué) que lui donna D. de l'Acul (cf. d). Claude loua une mule dans les mornes pour la somme de 1.25 gourde. Il paya un autre de ses secrétaires pour aller les chercher.

2.75 gourdes

k/ 200 plants (banane musqué) achetés de F. à l'Acul, à 0.10 l'unité. Claude loua un âne (0.75 g) et un mulet (1.25 g) ; il alla ensuite les chercher en se faisant aider d'un petit voisin auquel il donna 0.45 g.

22.45 gourdes

l/ 18 plants (banane barrique, banane musqué et banane pauban), achetés de J., résident sur Cotin (cf. a), à 0.10 l'unité.

1.80 gourde

m/ 50 plants (banane musqué) achetés de F., à l'Acul, (cf. k).

5.00 gourdes

Claude acheta donc les plants de neuf personnes différentes, sur quatre habitations. Les plants étaient rares par suite de la sécheresse prolongée qui sévissait alors dans la plaine et ils se vendaient plus cher qu'à l'habitude. La bicyclette que Claude venait de gagner à la loterie nationale lui fut particulièrement utile dans ses recherches.

Les 770 plants lui coûtèrent, transport compris 74.30 gourdes

TOTAL : 74.30 gourdes

4. Achat des graines de maïs

Une marmite de maïs "Cornélie" achetée sur l'habitation Chavannes. Par suite de la sécheresse le prix en était alors extrêmement élevé.

TOTAL 5.00 gourdes

5. Achat des "bois patates"

a/ S. qui vit à Cotin, lui vendit un paquet. *1.00 gourde*

b/ Claude acheta une "chay" à l'Acul. Il paya deux jeunes garçons, qui étaient de ses secrétaires, pour aller les chercher.

3.25 gourdes

c/ S.J., de l'Acul, lui en donna. *0.00 gourde*

d/ A., de Cotin, lui en vendit. *1.25 gourde*

e/ G., de l'Acul, lui en donna une bonne quantité. Claude donna à B. et Y. 1.25 g pour aller les chercher. En voyant ce que G. lui avait donné, il fut si content qu'il paya aux deux jeunes garçons un repas.

1.30 gourde

f/ J. lui donna des plants. Claude alla les couper lui-même en se faisant aider d'un assistant qu'il paya 0.50 g.

0.50 gourde

g/ D'un jardin qu'il avait à Barrière Jeudy, Claude obtint un paquet. Son beau-frère alla l'aider à les couper ("service").

1.50 gourde

h/ De S. (cf. a) il acheta encore deux paquets.

1.50 gourde

i/ A Bois-L'Étang, il acheta un paquet.

0.75 gourde

j/ Son père lui en donna deux paquets.

0.00 gourde

k/ Il alla chercher les derniers plants dont il avait besoin dans son jardin de Barrière Jeudy.

0.00 gourde

Habituellement les "bois patates" ne coûtent rien. Par suite de la sécheresse ils étaient devenus difficiles à se procurer. Là encore, Claude obtint la totalité de ses plants de neuf sources différentes ; neuf personnes dont seulement une lui avait également vendu des plants de bananiers. Les "bois patates" lui coûtèrent 9.55 gourdes.

TOTAL 9.55 gourdes

6. Achat des "bois manioc"

a/ R. de Kanbriette, dans les mornes lui en vendit un peu.

1.50 gourde

b/ A. de Kanbriette.

1.00 gourde

c/ V., de Barrière Jeudy.

0.50 gourde

d/ T. de Kanbriette.

0.50 gourde

e/ Don de F., Bois l'Etang.	0.00 <i>gourde</i>
f/ Don de B., Cotin.	0.00 <i>gourde</i>
g/ Don de L., Bois l'Etang.	0.00 <i>gourde</i>
h/ Il paya son beau-frère, C., qui les lui tailla.	0.30 <i>gourde</i>

Le coût des "bois manioc" ne s'éleva qu'à 3.80 gourdes

TOTAL 3.80 gourdes

7. Pois Congo

Claude avait une certaine quantité de graines en réserve.

0.00 gourde

8. Plantations

Elles se firent en quatre corvées. Claude participa à toutes. Les hommes plantaient les souches de bananier, les femmes et les jeunes garçons plantaient les patates, le maïs et le manioc.

a/ Corvée de 10 personnes

Claude	
Job	père de Claude
Isaius	père de Job et grand-père de Claude
Frantz	frère de Claude
Gesner	voisin et secrétaire de Claude
Yvon, Bertrand	jeunes garçons, secrétaires de Claude
Lionel	ami d'Yvon.

Achat de nourriture. 4.00 gourdes

bi Corvée de 9 personnes

Claude

Isaius (cf. a)

Yvon, Bertrand (cf. a)

Oli, Lionel (cf. a)

Mile, Fritz, Nènè jeunes garçons du quartier.

Pour soutenir leur courage, Claude acheta un panier de mangues à 1.50 g. Il donna 0.75 g à son grand-père, Isaius.

2.25 gourdes

c/ Corvée de 6 personnes

Claude

Frantz (cf. a)

Frisnè frère de Claude

Louis frère du beau-père de Claude

Fabien voisin

Mme Doré voisine

Claude acheta 0.75 centimes de mangues. Il donna 0.25 centimes à Mme Doré.

1.00 gourde

d/ Corvée de 6 personnes

Claude

Job (cf. a)

Frantz (cf. a)

Jean Lumène connaissance et ami

Sétout cousin

Oli jeune garçon du voisinage

Il n'y eut aucune dépense

0.00 gourde

Le bûtage commença le 9 juin 1973. On se mit à planter le 1^{er} juin, bien qu'à ce moment les plants n'aient pas encore été tous rassemblés. Le 23 juin, le jardin était monté. Le tableau qui suit rassemble les dépenses impliquées :

Butage

95.00 gourdes

Plants (incluant transport)

- bananiers 74.30

- patates 9.55

- maïs 5.00

- manioc 3.80

- pois congo 0

92.65 gourdes

Plantations

7.25 gourdes

TOTAL : 194.00 GOURDES

Fin du texte